

ACTE REITERATIF DE CESSION DE FONDS ARTISANAL ET COMMERCIAL

ENTRE LES SOUSSIGNEES

Madame **NORMAND Claude Annie**, coiffeuse, demeurant à ANDERNOS LES BAINS (33510), 11 rue des marins
Née à BORDEAUX (33000), le 12 mai 1951
De nationalité française
Divorcée en uniques noces de Monsieur Joël BOUCRAULT, suivant jugement du TGI de BLOIS, en date du 18 décembre 1992
N'étant pas engagée dans les liens d'un pacte civil de solidarité
Immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 494 368 442.

Ci-après dénommée « le Vendeur » ou « le Cédant »
D'UNE PART,

ET

La société **JLD ANDERNOS**
Société à responsabilité limitée au capital de 1 000,00 euros,
Ayant son siège social 47 Rue Lagrua, Park Agora, 33260 LA TESTE-DE-BUCH
Immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 824 329 924
Représentée par son gérant, Monsieur BARDOUL Jacky, se portant fort de la Société, dûment habilité à agir aux présentes par une assemblée générale extraordinaire du 21 février 2018.

Ci-après dénommée « l'Acquéreur » ou le « Cessionnaire »
D'AUTRE PART,

TERMINOLOGIE

Pour la compréhension et la simplification de certains termes utilisés aux présentes, il est préalablement déterminé ce qui suit :

- « le Fonds » ou « le Fonds artisanal et commercial » désigneront l'ensemble des éléments cédés tels qu'énumérés et décrits ci-dessous à l'article « Objet de la cession – Désignation », et objets de la présente cession ;
- « les Locaux » désigneront les lieux loués, dans lesquels est exploité le Fonds ;
- « le Bail » désignera le contrat de location portant sur les Locaux dans lesquels est exploité le Fonds ;
- « le Vendeur » ou « le Cédant » et « l'Acquéreur » ou le « Cessionnaire » désigneront respectivement les personnes identifiées en tête de présentes sous ces terminologies ;
- le Vendeur ou le Cédant et l'Acquéreur ou le Cessionnaire pourront être désignés individuellement par le terme « la Partie » ou ensemble par le terme « les Parties ».

1
JB TCN

EXPOSE PREALABLE

Le Vendeur est propriétaire d'un fonds artisanal et commercial de coiffure mixte, vente de parfumerie et produits de beauté, sous l'enseigne BEAUTE 2000 DIFFUSION, exploité 228 Boulevard de la République à ANDERNOS-LES-BAINS (33510), dont il a la libre disposition et qu'il souhaite céder.

L'Acquéreur s'est déclaré intéressé par l'acquisition dudit fonds artisanal et commercial.

C'est dans ses conditions que les parties se sont rapprochées et ont signé un compromis de cession de fonds le 21 février 2018 sous les conditions suspensives suivantes :

1. L'obtention d'un financement par l'Acquéreur pour le paiement du prix de vente.
2. L'obtention de l'accord du bailleur pour la réalisation de l'acte réitératif par acte sous seing privé (et non par acte authentique) ainsi que son accord pour la réalisation des travaux d'aménagement du salon incluant la pose d'une climatisation avec extraction en façade.
3. De la vérification auprès de la Mairie qu'il n'y aura pas de travaux supplémentaires à réaliser dans le local au titre de la mise en conformité pour personnes handicapées.
4. L'obtention de l'accord de la copropriété et de la Mairie pour les travaux envisagés.

Les conditions suspensives 1, 2 et 3 étant à ce jour réalisées et la condition suspensive 4 faisant l'objet d'une renonciation par le CESSIONNAIRE, les parties se sont rapprochées pour réitérer définitivement la cession du fonds de commerce ci-dessus désigné, selon les termes et conditions définis au présent acte.

C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées pour signer le présent acte réitératif de cession de fonds artisanal et de commerce dans les termes et conditions ci-après déterminés.

Article 1 – Objet de la cession

1-1. Cession de fonds artisanal et commercial

Par les présentes, le Cédant vend, sous les conditions de droit et de fait en pareille matière et aux conditions exposées ci-après, au Cessionnaire qui accepte, le fonds commercial et artisanal dont la désignation suit :

2
J.B. T.C.N.

1-2. Désignation

Un fonds artisanal et commercial de coiffure mixte, vente de parfumerie et produits de beauté, connu sous l'enseigne BEAUTE 2000 DUFFUSION, sis et exploité 228 Boulevard de la République à ANDERNOS-LES-BAINS (33510), pour lequel le vendeur est immatriculé au RCS de BORDEAUX sous le numéro 494 368 442, et inscrit au répertoire des métiers de la GIRONDE sous le même numéro.

Ledit Fonds est composé des éléments suivants :

- Eléments incorporels :
 - o Le nom commercial et l'enseigne BEAUTE 2000 DIFFUSION ;
 - o La clientèle et l'achalandage y attaché, ainsi que le fichier client correspondant;
 - o Le droit au bail des Locaux dans lesquels le Fonds est exploité, ci-après énoncé, pour le temps restant à courir, ainsi que le droit au renouvellement du bail ;
 - o Le droit à l'usage du numéro de téléphone 05 56 82 04 65.
 - o Le bénéfice de tous marchés, traités et conventions afférents à l'exploitation du Fonds, sous réserve de l'acceptation des cocontractants ;
 - o Le droit au bénéfice des autorisations administratives nécessaires à l'exploitation du Fonds, sous réserve de l'accord ou de l'agrément des autorités compétentes ;

- Eléments corporels :
 - o Le mobilier commercial, le matériel et outillage, les agencements et les installations servant à l'exploitation du Fonds, décrits dans un état établi entre les Parties et annexé aux présentes ;

Aucun stock de marchandise n'est repris par l'Acquéreur.

A l'exception des éléments spécifiquement désignés ci-dessus, aucun autre élément n'est compris dans la cession du Fonds.

ARTICLE 2 – Déclarations du vendeur

2-1. Origine de propriété du Fonds

Le fonds appartient au Vendeur pour l'avoir acquis de Madame Nicole Jeannine TREBUCQ, au terme d'un acte authentique fait à BORDEAUX le 13 décembre 2010, moyennant le prix de CENT SIX MILLE SEPT CENT QUATORZE EUROS ET TRENTE ET UN CENTIMES (106 714,31 €), s'appliquant uniquement aux éléments incorporels du fonds.

L'acte d'acquisition a été enregistré le 14 décembre 2010, bordereau n°2010/2 336, case n°3, auprès du service des impôts des entreprises de BORDEAUX CENTRE.

2-2. Situation locative

2-2-1. Enonciation du Bail et des droits y attachés

Le droit au bail des Locaux résulte d'un acte authentique réalisé à BORDEAUX les 22 et 26 décembre 2011, aux termes duquel la SCI AUR-LIE, dont le siège social est situé 16 avenue du Bois d'Ayguevives à LE BOUSCAT (33110), a donné à bail à loyer à Madame Claude Annie NORMAND, demeurant 11 rue des marins à ANDERNOS-LES-NAINS (33510), les Biens ci-après désignés :

2-2-2. Désignation des lieux loués

Les Locaux dans lesquels le Fonds est actuellement exploité sont sis « Résidence l'Estey » 228 Boulevard de la République à ANDERNOS-LES-BAINS (33510), figurant au cadastre Section B N°3428. Ils forment les lots 111 et 113 de l'ensemble immobilier, d'une superficie de 33 a 58 ca.

Lesdits locaux se situent, au rez-de-chaussée du bâtiment B.

2-2-3. Durée du Bail

Ce bail a été conclu pour une durée initiale de neuf années entières et consécutives, qui ont commencé à courir le 1^{er} octobre 2011 pour se terminer le 30 septembre 2020, avec faculté pour le preneur d'y mettre fin à l'issue chaque période triennale moyennant un préavis de six mois délivré par acte extrajudiciaire.

2-2-4. Loyers et accessoires

Aux termes du bail, le loyer annuel en principal a été fixé à la somme de 12 000,00 euros HT et HC, soit 1 000,00 euros mensuels HT et HC. Le loyer mensuel s'élève actuellement à la somme de 1037,92 € HT et HC.

En sus du loyer, le preneur règle :

- sa part contributive dans les charges d'exploitation et d'entretien ainsi que les impôts et taxes établis au nom du bailleur énumérés ci-dessous, par acomptes provisionnels mensuels, initialement fixés à hauteur de 45,00 euros et actuellement à hauteur de 57,66 euros.
- La consommation d'eau appelée au bailleur par le syndic de copropriété, trimestriellement.

Les loyers et accessoires sont payables d'avance le 5^{ème} jour de chaque mois.

Aux termes du bail, les conditions d'indexation du loyer sont les suivantes : le loyer sera révisé chaque année à la date anniversaire de la date d'effet du bail, en fonction de la variation de l'indice trimestriel des loyers commerciaux (ILC), publié trimestriellement par l'INSEE.

53

| |
|---|
| 4 |
|---|

 TCW

2-2.5 Charges, taxes et impositions liées aux Locaux

Le preneur acquittera ses impôts personnels, contribution économique territoriale et généralement tous impôts, contributions et taxes, fiscales ou parafiscales, auxquels il est et sera personnellement assujéti et dont le bailleur pourrait être responsable pour lui, et il devra justifier de leur acquit au bailleur toute réquisition, et notamment à l'expiration du bail.

En outre le preneur remboursera au bailleur l'ensemble des taxes et impôts afférents aux locaux loués, notamment :

- La taxe de balayage ;
- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;
- La taxe foncière relative aux locaux objets des présentes.

Le Cédant déclare que le montant total des charges de l'exercice 2017 s'élève à la somme de 218,65 €, hors taxe foncière.

2-2-6. Dépôt de garantie

La somme de 2 000,00 euros a été versée par le Preneur entre les mains du Bailleur, à titre de dépôt de garantie, représentant l'équivalent de deux termes du loyer minimum garanti.

Cette somme est réajustée à chaque variation de loyer.

La somme actuellement consignée au titre de ce dépôt de garantie s'élève à 2000 euros.

2-2-7. Destination des locaux

L'usage des Locaux est ainsi défini :

Les locaux faisant l'objet du présent bail devront exclusivement être consacrés par le preneur à l'exploitation de son commerce de salon de coiffure, à l'exclusion de tout autre même temporairement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions administratives et autres concernant ce genre d'activité.

2-2-8. Cession et sous-location

Aux termes du bail, les conditions de cession et de sous location sont les suivantes :

« Le preneur ne pourra dans aucun cas et sous aucun prétexte céder son droit au présent bail, ni sous-louer en tout ou en partie les locaux loués, ni les aliéner sous quelque forme que ce soit, sans le consentement exprès

et par écrit du bailleur, sauf toutefois le cas de cession du bail à son successeur dans son commerce ou son entreprise.

Toute cession ou sous-location devra avoir lieu moyennant un loyer égal à celui-ci-après fixé, qui devra être stipulé payable directement entre les mains du bailleur, et elle devra être réalisée par acte authentique à recevoir par le notaire du bailleur ou son successeur, en présence du bailleur ; dont une copie exécutoire lui sera remise sans frais pour lui. »

Le rédacteur d'acte attire l'attention du Cédant sur la clause du bail relative à la solidarité du Cédant en cas de cession du droit au bail.

En outre, le Bail a été fait sous diverses charges et conditions que les Parties se dispensent de relater ici, en ayant parfaite connaissance.

L'Acquéreur reconnaît avoir eu copie du bail. (Annexe 1)

2-2-9. Déclarations du Vendeur sur le Bail et ses droits y attachés

Le Vendeur déclare en outre :

- Qu'il n'est dû aucun arriéré de loyer, charges, taxes ou accessoires au bailleur ;
- Qu'aucun droit d'occupation, même au-devant des lieux loués, ni aucune sous-location n'ont été consentis ;
- Qu'il n'a pas été recouru aux dispositions légales comportant la faculté d'adjoindre une activité connexe ou d'obtenir une déspecialisation ;
- **Qu'aucune infraction aux clauses et conditions du bail n'a été commise, susceptible de permettre au Bailleur d'en refuser le renouvellement, sans payer l'indemnité d'éviction ;**
- **Qu'il n'existe aucun litige avec le bailleur qui soit de nature à entraîner la résiliation du Bail, ni aucune procédure en cours de résiliation du Bail ;**
- Qu'il n'existe aucune procédure en cours de révision du prix du loyer ;
- Qu'il a parfaitement rempli ses obligations d'entretien et de réparation à l'intérieur des locaux, conformément à ses obligations décrites au Bail ;
- Qu'aucune sommation d'exécuter l'une quelconque des obligations du Vendeur, ni aucun congé ou dénonciation du droit à la location n'ont été délivrés par le bailleur ;
- Qu'à sa connaissance, la capacité juridique des personnes ayant consenti le Bail ouvre droit au renouvellement ou au paiement de l'indemnité d'éviction;
- Qu'il n'est pas porté à sa connaissance que les Locaux aient fait l'objet d'une mesure ou d'un projet de réquisition, d'interdiction d'occuper ou d'expropriation
- Que le Fonds a fait l'objet d'une exploitation effective et continue depuis plus de trois ans.

2-3. Inscriptions de privilèges et nantissements

Le Cédant déclare que le Fonds objet de la présente cession n'est grevé d'aucune inscription de privilège ou de nantissement, ainsi qu'il ressort de l'état des inscriptions de

6
SB | CN

privilèges et de nantissements délivré par le greffe du tribunal de commerce de BORDEAUX, en date du 7 mars 2018, annexé aux présentes. (Annexe 2)

2-4. Chiffres d'affaires et résultats d'exploitation

Le vendeur déclare, pour se conformer aux dispositions de l'article L. 141-1, 3° et 4° du code de commerce, que le chiffre d'affaires a été le suivant, dans le cadre des trois précédents exercices comptables (Annexe 3) :

- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 : 127 535,00 euros
- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 : 115 987,00 euros
- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 : 104 439,00 euros

Le vendeur déclare, pour se conformer aux dispositions de l'article L. 141-1, 3° et 4° du code de commerce, que le résultat d'exploitation a été le suivant, dans le cadre des trois précédents exercices comptables (Annexe 3) :

- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 : 24 832,00 euros
- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 : 21 166,00 euros
- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 : 21 244,00 euros

Conformément à l'article L.141-2 du code de commerce, le vendeur déclare ses chiffres d'affaires HT mensuels pour la période s'étendant du début de l'exercice social en cours jusqu'au mois précédent la date de transfert de propriété du Fonds :

- Du 1^{er} janvier au 31 janvier 2018 : 6885 € HT
- Du 1^{er} février au 28 février 2018 : 7324 € HT

2-5. Contrats de travail et droits des salariés

Le Vendeur déclare qu'il existe à ce jour 2 salariés attachés au Fonds cédé, dont la liste, la copie des contrats de travail et des derniers bulletins de paie de décembre 2017 sont annexés aux présentes. (Annexes 4 et 5)

Le Vendeur précise que la convention collective nationale applicable est celle de la coiffure et des professions connexes (IDCC n°2596/Brochure 3159).

Le Vendeur déclare en outre qu'il n'a été conclu aucune convention de portée générale ou particulière dérogeant aux dispositions de la convention collective qui n'aurait pas été portée par écrit à la connaissance de l'Acquéreur, et que les régimes de retraite et de prévoyance auxquels est affilié le personnel sont ceux communiqués à l'Acquéreur.

La liste des salariés actuellement attachés au fonds est la suivante :

| NOM/PRENOM | N° SS | FONCTION | COEFF | DATE EMBAUCHE | TYPE DE CONTRAT | ANCIENNETE | RÉMUNERATION BRUTE et TEMPS DE TRAVAIL | AVANTAGES PARTICULIERS |
|--------------------|-----------------------------|-------------------------------------|-------|------------------|--------------------|------------|--|---|
| Marjorie SEGUIN | 2 84 04 33 011 013 46 | Personnel non cadre Coiffeuse | | 08/12/2016 | CDI | 8/12/2016 | 9,969 € brute/heure 23H30 de travail hebdomadaire | Commission de 10% le CA des ventes de produits |

7
J3 TCM

| | | | | | | | | |
|------------------|-----------------------------|-----------|------------------------|------------|-----|----------------|--|---|
| | | | | | | | + heures complémentaires | réalisées par elle |
| Nadège DUMORA | 2 82 02 33 011 015 13 | Coiffeuse | Niv I Echel on 3 | 01/01/2007 | CDI | 24/10/ 2000 | 10,009 € brute/heure 31 H de travail hebdomadaire | Commission 10% sur le CA des ventes de produits réalisées par elle |

De la liste des salariés, il ressort que :

- Madame Nadège DUMORA est en congé parental à temps partiel ; **Les avenants 1 et 2 du contrat de Mme DUMORA n'ont pas été communiqués dans leur version signée. Le Vendeur déclare que les versions non signées des avenants transmis sont conformes à ce qui a été signé et qu'ils ne contiennent pas de dispositions particulières qui donneraient à Mme DUMORA des avantages particuliers ou autres droits qui n'apparaîtraient pas sur son bulletin de paie de décembre 2017 ;**
- Madame Marjorie SEGUIN est en contrat « intitulé » à durée déterminée, en remplacement d'un salarié absent, faisant suite à un CDD pour accroissement temporaire d'activité mais ayant une durée indéterminée;
- Qu'aucun salarié ne fera valoir ses droits à la retraite à la fin de l'année 2018 ;
- Qu'aucun salarié n'est en congé longue maladie.

Le Vendeur déclare par ailleurs :

- N'avoir fait l'objet d'aucun contrôle URSSAFF au titre des 3 dernières années d'exploitation ;
- Qu'aucun accident du travail n'est intervenu récemment ;
- S'être toujours conformé, jusqu'à la date de cession, à la réglementation sociale et être à jour dans le règlement de l'ensemble de ses cotisations à l'égard de la sécurité sociale, des allocations familiales et des différents organismes de retraite et de chômage ;
- Que toutes les déclarations et états qu'il est légalement tenu de déposer auprès d'organismes tels que l'URSSAF, Caisse de Retraites,... etc, ont été déposés en temps voulu auprès des organismes intéressés.
- Qu'un litige est actuellement pendant devant le Conseil de Prud'homme de Bordeaux à l'encontre d'un ancien salarié qui ne fait plus partie des effectifs.

Comme déjà indiqué dans le compromis et tel qu'annexé au compromis déjà signé, le Vendeur déclare enfin qu'il a informé les salariés de la présente cession en application des dispositions de l'article L. 141-23 du code de commerce et qu'aucun salarié n'a souhaité présenter une offre de rachat, renonçant à exercer leur droit de préemption.

2-6. Contrats - Contrats liants le vendeur

Le Vendeur déclare qu'il n'existe aucun contrat écrit ou verbal avec un fournisseur ou un client ayant pour objet des obligations d'achat ou de vente de marchandises ou d'approvisionnement à quelque titre que ce soit ;

8
 JB TCV

Il déclare en outre qu'il n'existe aucun contrat écrit ou oral avec un fournisseur fabricant ou client comportant des clauses exorbitantes du droit commun.

2-7. Instances - Instances en cours

Le Vendeur déclare qu'une instance prud'homale enclenchée le 25 aout 2017 par l'ancienne salariée Mme DA SILVA RIBEIRO est actuellement en cours devant le Conseil de Prud'hommes de BORDEAUX sous le n°RG17/01329.

Le Vendeur déclare faire son affaire personnelle et à ses frais du suivi et des conséquences de cette action, de telle sorte que l'Acquéreur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, étant totalement étranger aux causes de ces instances.

De la même manière, le Vendeur fera son affaire personnelle de toute autre demande et/ou procédure qui se révélerait par la suite, dont la cause serait antérieure au transfert de propriété du Fonds.

2-8. Etat du matériel et des installations cédées

Le Vendeur déclare que tout le matériel et les installations sont en bon état de fonctionnement.

Le Vendeur déclare qu'aucun des éléments composant le matériel cédé ne lui a été prêté, loué ou déposé par un tiers à titre onéreux ou gratuit, qu'il lui appartient entièrement et qu'il en est le seul propriétaire, aucune clause de réserve de propriété ne lui étant par ailleurs opposable.

La liste du matériel cédé est annexée aux présentes. (*Annexe 7*)

2-9. Etat mobilier cédé

Le Vendeur déclare que tout le mobilier est en bon état d'usage.

2-10. Conformité des installations et des Locaux au regard des normes d'hygiène, de salubrité et de sécurité

Le Vendeur a fourni les diagnostics à l'Acquéreur concernant le repérage de l'amiante et les risques naturels et technologiques.

Les conclusions sont les suivantes :

- il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.
- Le bien est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels (Inondation, Feux de forêt)
- Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers,
- Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques Zone sismique définie en zone 1 selon la réglementation parasismique 2011

L'Acquéreur déclare être suffisamment informé.

2-11. Mise en accessibilité des locaux

L'Acquéreur s'est renseigné sur les démarches réalisées par le Vendeur concernant la mise aux normes pour personnes handicapées.

2-12. Situation du Fonds au regard des périmètres de sauvegarde du commerce

Le Vendeur déclare que le Fonds présentement cédé n'est pas situé dans un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, la Commune d'Andernos-Les-Bains n'ayant pas instauré de périmètre.

En conséquence, la commune dans laquelle le Fonds est exploité ne bénéficie donc pas d'un droit de préemption à l'occasion de la cession du fonds. Le courriel de la Mairie d'Andernos-Les-Bains sur ce point a été annexé au compromis déjà signé.

2-13. Situation du Fonds au regard des règles d'urbanisme

L'Acquéreur renonce à demander une Note de Renseignement d'Urbanisme (NRU) couvrant la zone dans laquelle le Fonds est exploité.

2-14. Libération des lieux par le Vendeur

Le Cédant devra avoir libéré les lieux et procédé à l'enlèvement de tout mobilier personnel et matériel personnel ce jour à la fermeture.

2-15. Situation générale du Fonds

Le Vendeur déclare :

- être régulièrement immatriculé au Registre du commerce et des sociétés en vue de l'exploitation du Fonds ;
- qu'il n'a jamais été poursuivi, non plus qu'à sa connaissance, aucun ancien propriétaire ou exploitant du Fonds, ni aucun responsable de son exploitation, pour infraction à la réglementation économique ou autres ;
- qu'il n'est pas en état de cessation des paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- avoir la libre disposition et la pleine propriété du Fonds cédé ainsi que de tous les éléments qui le composent, dont aucun n'est saisi, nanti, sous réserve de ce qui a été dit au paragraphe relatif aux inscriptions de privilèges et nantissements, confisqué ou susceptible de l'être ;
- que le Fonds, objet des présentes, n'a pas été confié en location-gérance, en gérance-mandat ou en gérance salariée en infraction des clauses du bail ou des dispositions légales, et qu'il n'a d'ailleurs pas été donné en location-gérance, gérance-mandat ou gérance salariée ;

- qu'il n'est pas susceptible de faire l'objet de poursuites pouvant entraîner une confiscation ou une mise des biens sous séquestre, et qu'il n'existe aucune interdiction judiciaire, administrative ou autre tendant à empêcher l'exploitation du Fonds ou sa cession ;
- que le Fonds objet des présentes ne comporte aucun défaut ni vice caché susceptible de le rendre impropre à son exploitation ;
- que le fichier de la clientèle est à jour ;
- que tout le matériel est en bon état de fonctionnement ;
- que tout le mobilier est en bon état d'usage ;
- que les installations attachées au Fonds sont en bon état de marche, régulièrement installées et répondent aux normes et réglementations d'hygiène, de sécurité et de salubrité en vigueur à ce jour, et qu'à sa connaissance, les locaux sont conformes aux normes de sécurité et d'hygiène en vigueur ;
- qu'aucun élément composant le Fonds cédé ne lui a été prêté ou loué, déposé par un tiers, à titre onéreux ou gracieux, ni ne fait l'objet d'une clause de réserve de propriété ;
- que rien dans la situation du Fonds ou la capacité juridique du cédant n'est susceptible de constituer un obstacle à la libre transmission de ce Fonds ;
- que le Fonds n'a jamais fait l'objet d'une procédure de préemption ou d'expropriation, ni d'aucune procédure préalable à l'exercice de telles prérogatives ;
- que le présent fonds n'a fait l'objet d'aucune promesse quelle qu'elle soit (à l'exception de celle signée avec l'Acquéreur), et que le cédant dispose de toute capacité et tous pouvoirs pour procéder à son aliénation ;
- que le Fonds a toujours été jusqu'au jour de la signature de l'acte définitif exploité de façon normale afin de le maintenir en activité et que toutes les activités présentement exercées dans le Fonds de commerce sont exploitées depuis plus de trois ans et en conformité avec les obligations découlant du Bail.

Article 3 – Déclarations de l'Acquéreur

3-1. Capacité

L'Acquéreur déclare :

- que sa désignation et son siège social sont ceux indiqués en tête des présentes ;
- que la société ne fait l'objet d'aucune action en nullité ou en dissolution ;
- qu'il n'est pas et n'a jamais été soumis à une procédure de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ;
- qu'il n'est pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de ses biens ;
- qu'il n'est pas en infraction avec les dispositions légales et réglementaires relatives à l'assainissement des professions commerciales et industrielles ou au blanchiment de capitaux ;
- qu'il dispose de sa pleine capacité civile et commerciale pour s'engager aux présentes ;

- et qu'il n'existe de son chef aucun empêchement à l'exploitation du Fonds présentement vendu, compte tenu notamment de la législation pouvant lui être applicable et de sa capacité professionnelle, dont il a une parfaite connaissance.

3-2. Exploitation du Fonds

L'Acquéreur déclare :

- qu'il a apprécié les caractéristiques, les qualités et l'état du matériel, du mobilier, des installations et des aménagements du Fonds objet de la présente cession ;
- qu'il connaît parfaitement les conditions d'exploitation du Fonds ;
- qu'il s'engage à se conformer à tous les règlements, arrêtés, lois et ordonnances administratives s'appliquant au commerce dont s'agit ;
- qu'il a visé tous les livres de comptabilité du cédant hors la présence du rédacteur.

Article 4 – Obligations des parties

La cession, si elle se réalise, aura lieu aux garanties, charges et conditions ordinaires de fait et de droit les plus étendues en pareille matière, et notamment à celles ci-après stipulées que les parties s'obligent à exécuter et accomplir :

4-1. L'Acquéreur s'engage à :

- acquitter le prix de cession ;
- prendre les Locaux, le Fonds, les agencements et installations, le matériel, les meubles et objets mobiliers servant à son exploitation, ainsi que tous les éléments le composant et les accessoires en dépendant, dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni diminution du prix ci-après fixé pour quelque cause que ce soit, sous réserve toutefois des déclarations du Vendeur sur l'état du Fonds, de ses agencements, installations, mobiliers et matériels;
- acquitter, à compter du jour fixé pour l'entrée en jouissance et pour la période postérieure à son entrée en jouissance, au prorata du temps couru, les impôts, taxes, contributions, droits et charges de toute nature auxquels l'exploitation du Fonds peut donner lieu, quand bien même ces impositions et taxes seraient encore au nom du cédant ;
- acquitter à compter du jour de l'entrée en jouissance, et pour la période postérieure, au prorata du temps couru, toutes les charges afférentes au Fonds, notamment exécuter toutes les charges et conditions du Bail des Locaux ;
- faire son affaire personnelle, au jour fixé pour l'entrée en jouissance, de la souscription des assurances contre l'incendie, les accidents, et tous les risques quelconques pour le Fonds cédé ; il en paiera régulièrement les primes et cotisations des assurances souscrites par lui, de manière que le cédant ne puisse jamais être inquiété ni recherché à ce sujet ;

- faire son affaire personnelle de la souscription de tous les contrats relatifs au fonds objet des présentes, pour tous services et abonnements, notamment l'eau, le gaz, l'électricité ;
- satisfaire à toutes les charges de ville et de police, dont pareille exploitation est tenue, de telle sorte que le cédant ne soit jamais inquiété, ni recherché à ce sujet ;
- recevoir la correspondance professionnelle qui pourrait encore être adressée au nom du cédant, et la lui adresser dès réception ;
- poursuivre les **deux** contrats de travail attachés au Fonds figurant en annexe, avec tous les droits et obligations y attachés, et prendre en charge au *prorata temporis* à compter de la date d'entrée en jouissance, les rémunérations, droits à congés payés, treizième mois, droits acquis et autres primes et tous autres avantages accordés aux salariés et supporter toutes les charges sociales y liées, sous réserves que le fait générateur soit postérieur à la cession définitive.

De ce fait il est bien précisé que l'Acquéreur ne supportera pas les condamnations prud'homales dont l'origine serait antérieure à la cession ;

- rembourser au Vendeur le jour de la prise de possession, les divers dépôts de garantie ainsi que les prorata des frais, charges, contributions et taxes payés d'avance et qui seraient à sa charge, sous déduction de ceux courus au même jour ;

Pour les impositions, contributions ou taxations ainsi que pour toute charge dont le montant exact ne serait pas encore fixé à la signature de l'acte de cession, il sera établi ultérieurement, entre les Parties qui s'y obligent, pour chaque imposition ou charge un compte prorata.

- acquitter à compter de son entrée en jouissance et pour la période postérieure, au prorata du temps couru, la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) à laquelle le Fonds peut et pourra être assujetti, quand bien même cette contribution serait émise au nom du Vendeur ;
- procéder à sa propre déclaration concernant la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), pour la période à compter de son entrée en jouissance et pour la période postérieure et acquitter le montant de cette contribution ;

L'Acquéreur rembourse au Vendeur, ce jour, le montant du dépôt de garantie versé entre les mains du Bailleur, soit à ce jour la somme de 2 000,00 euros, en un chèque libellé à l'ordre du Vendeur.

Par ce paiement, le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits tels que détenus par le Vendeur à l'encontre du Bailleur pour le remboursement dudit dépôt de garantie en fin de bail.

4-2. Le Vendeur s'engage à :

- tenir à la disposition de l'Acquéreur ses livres de comptabilité durant les 3 années suivant la date d'entrée en jouissance.
- garantir l'exactitude des énonciations concernant l'origine de propriété, les charges éventuelles grevant le Fonds, les chiffres d'affaires et résultats commerciaux ;
- supporter tous loyers, impôts, taxes, contributions et charges de toute nature concernant le Fonds se rattachant à la période antérieure à la date d'entrée en jouissance ;
- procéder à sa propre déclaration concernant la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), pour la période antérieure à la date d'entrée en jouissance de l'Acquéreur et acquitter le montant de cette contribution ;
- résilier préalablement à la date de transfert de propriété du Fonds au profit de l'Acquéreur, à ses frais, tous contrats et engagements ayant pu être conclus par lui et tous exploitants précédents avec les fournisseurs ou clients ou pour tous objets particuliers et spéciaux, aucun recours ne pouvant être exercé au titre desdits contrats contre l'Acquéreur, à l'exception toutefois du contrat qui sera expressément repris par l'Acquéreur lors de la cession définitive tel qu'indiqué à l'article 6 des présentes.
- signer tous avenants de transfert des contrats repris par l'Acquéreur et notamment prêter son concours pour que le droit à l'abonnement téléphonique profite à son successeur ;
- transférer son domicile professionnel à une autre adresse, et faire le nécessaire auprès des services postaux pour faire assurer le suivi de sa correspondance à compter du jour fixé pour l'entrée en jouissance de l'Acquéreur ;
- s'interdire expressément pour une durée de CINQ (5) années entières et consécutives à compter de la date d'entrée en jouissance, de s'intéresser directement ou indirectement, même comme associé commanditaire, à l'exploitation d'une activité de même nature que celle du Fonds ou susceptible de lui faire concurrence, et ce dans un rayon de TRENTE (30) kilomètres à vol d'oiseau du siège actuel de l'exploitation ;

De même, le Vendeur s'interdit de solliciter, directement ou indirectement, le personnel attaché au fonds cédé en vue d'une embauche au sein de toute société qui lui serait liée, pendant une durée de CINQ (5) années à compter du jour de l'entrée en jouissance de l'Acquéreur, et ce même si la sollicitation initiale est formulée par le collaborateur.

De manière générale, il s'interdit tous agissements susceptibles de troubler la jouissance paisible du fonds cédé par le cessionnaire.

La cessation des effets de la présente clause de non-concurrence ne mettra pas fin à l'obligation légale de garantie d'éviction.

- libérer les lieux pour la date d'entrée en jouissance prévue, et les faire libérer de tous occupants de son chef ;
- procéder pour cette date à l'enlèvement de tout mobilier personnel ou matériel personnel ;
- délivrer le Fonds sus-désigné, conformément aux stipulations du présent acte ;
- garantir les vices cachés du Fonds vendu ;

Article 5 – Etat des lieux

Un état des lieux de sortie des Locaux devra être établi préalablement à la signature de l'acte de cession, entre le Vendeur et le Bailleur ou son mandataire, de manière contradictoire.

Un état des lieux d'entrée des Locaux devra être établi préalablement à la signature de l'acte de cession, entre l'Acquéreur et le Bailleur ou son mandataire, de manière contradictoire.

A défaut de pouvoir établir ces états des lieux de manière contradictoire entre chacune des parties concernées, il sera fait appel à un huissier de justice qui devra dresser l'état des lieux de sortie du Vendeur et l'état des lieux d'entrée de l'Acquéreur, à une date la plus proche du jour du transfert de propriété du Fonds.

Ces états des lieux seront alors dressés à frais partagés entre chacune des Parties et le Bailleur.

Article 6 – Contrats – Contrats de crédit-bail

Le Vendeur fera son affaire personnelle de tous contrats et abonnements souscrits auprès des différents prestataires ou compagnies concessionnaires, qui ne seraient pas repris par l'Acquéreur, ainsi que tout contrat passé relativement à l'exploitation normale du Fonds, et en fera opérer la mutation à son nom ou procédera à la résiliation, dans les plus brefs délais, sans que l'Acquéreur ne puisse être inquiété à cet effet.

L'Acquéreur déclare reprendre les contrats et abonnement suivants, sous réserve de l'accord des cocontractants, à l'exclusion de tout autre :

- Ligne téléphonique Orange (numéro de téléphone 05 56 82 04 65)

Le Vendeur déclare qu'aucun contrat de crédit-bail n'a été souscrit pour ce Fonds.

Article 7 – Marchandises

Il est précisé qu'aucune marchandise n'est cédée.

Article 8 – Transfert de propriété – Jouissance

L'Acquéreur sera propriétaire du Fonds et en aura la jouissance à compter du **9 mars 2018 au soir**.

Les Parties déclarent expressément qu'il est de leur volonté formelle que la mutation de propriété du Fonds ne pourra s'opérer que par la signature du présent acte définitif de vente.

Article 9 – Prix de cession

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de QUATRE VINGT QUINZE MILLE EUROS (95 000,00 €), se décomposant comme suit :

- aux éléments incorporels : 90 000 euros ;
- aux éléments corporels : 5 000 euros ;

cette ventilation n'étant effectuée qu'afin de satisfaire aux dispositions de l'article L. 141-5 du code de commerce et n'ayant aucune autre portée, le montant du prix de cession représentant dans l'esprit des parties la valeur intrinsèque du Fonds cédé dans son universalité.

Article 10 – Modalités de paiement du prix

La somme de QUATRE VINGT QUINZE MILLE EUROS (95 000,00 €) est financée au moyen d'un prêt bancaire.

Ladite somme a déjà été versée par l'Acquéreur par virement bancaire sur le compte du Séquestre ci-après désigné.

Article 11 – Conditions suspensives

Les conditions suspensives ont été levées en ce qui concerne les conditions 1, 2 et 3. (Annexes 6 et 8)

L'Acquéreur fait son affaire personnelle de la condition suspensive n°4 relative à l'accord de la Mairie et de la copropriété pour les travaux envisagés.

Article 12 – Rédaction et signature de l'acte définitif

Maître Marie-Pierre CAZEAU, avocat associée de la SELARL STRATEGIE IMMATERIELLE, inscrite au Barreau de Bordeaux, est rédacteur unique de la présente cession.

Article 13 – Déclarations particulières

13-1. Le Vendeur déclare :

- qu'il a été informé des incidences fiscales que la vente du Fonds entraînera, notamment au titre des plus-values.

13-2. L'Acquéreur déclare :

- que le gérant de la SARL est titulaire d'un diplôme lui permettant d'exercer les activités du Fonds dont s'agit ;
- qu'il a procédé à son immatriculation au RCS ;
- que le prix est réglé intégralement au moyen d'un prêt bancaire à concurrence de QUATRE VINGT QUINZE MILLE EUROS (95 000,00 €).
- que les fonds ne proviennent pas du trafic de stupéfiants, de la fraude aux intérêts financiers des Communautés européennes, de la corruption ou d'activités criminelles organisées ou qui pourraient participer au financement du terrorisme, conformément aux dispositions des articles L 561-1 à L 672-4 du Code Monétaire et Financier dont il déclare avoir parfaite connaissance.

Article 14 – Séquestre du prix de cession

Jusqu'à ce qu'il devienne légalement disponible et ce, à la requête expresse de l'Acquéreur, le prix de cession est dans sa totalité déposé entre les mains de Maître Marie-Pierre CAZEAU, avocat associée de la SELARL STRATEGIE IMMATERIELLE, inscrite au Barreau de Bordeaux, demeurant 110-112 rue Sainte Catherine, 33000 BORDEAUX, ici intervenant, qui accepte d'être constituée séquestre du prix (ci-après désigné le « séquestre »).

Cette somme sera détenue par le séquestre afin de garantir l'Acquéreur des créanciers du Vendeur.

En tout état de cause, le prix ne pourra être versé au Vendeur que conformément à la législation en vigueur, après l'expiration des délais d'opposition de solidarité fiscale et d'éventuelle surenchère et aussi sur justificatif, par le Vendeur :

- de la radiation des inscriptions qui pourraient grever le Fonds ou de l'attestation du créancier inscrit certifiant que le cédant s'est entièrement acquitté de sa dette, en principal, intérêts et accessoires éventuels ;
- de la mainlevée des oppositions qui auraient pu être pratiquées dans le délai et la forme prévus par la loi ;

- du paiement de toutes dettes fiscales réclamées pendant le délai de solidarité.
Le tout de manière que l'Acquéreur ne soit jamais l'objet d'aucune poursuite du chef des créanciers du cédant et ne subisse aucun trouble dans son exploitation. Tous pouvoirs nécessaires sont, dès maintenant, donnés au séquestre à cet effet.

Le séquestre sera autorisé à remettre au Vendeur, sur requête expresse de l'Acquéreur, l'intégralité de la somme qu'il détient s'il n'existe aucune opposition ni inscription.

Les oppositions seront reçues au domicile élu.

Article 15 – Affirmation de sincérité

Les Parties soussignées affirment expressément, au regard de l'article 850 du Code général des impôts et sous les peines édictées par l'article 1837 du même Code, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Elles reconnaissent, en outre, être informées des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 16 – Décharge du rédacteur

Les Parties reconnaissent et déclarent :

- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la cession projetée ;
- donner décharge pure et simple, entière et définitive, au rédacteur des présentes, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu entre elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

Article 17 – Impôts – Déclarations fiscales

17-1. TVA – Transmission d'une universalité de biens

Conformément aux dispositions de l'article 257 bis du code général des impôts, les présentes, s'analysant en la transmission d'une universalité de biens entre deux redevables de la taxe sur la valeur ajoutée, sont dispensées de ladite taxe.

17-2. Enregistrement

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement au plus tard dans les quinze jours de la date des présentes auprès de la recette des impôts du lieu de situation du fonds cédé.

Les droits d'enregistrement, aux taux en vigueur à ce jour, sont les suivants :

| Fraction du prix | Droit budgétaire | Taxe départementale | Taxe communale | Imposition totale |
|---------------------------------------|------------------|---------------------|----------------|-------------------|
| N'excédant pas 23.000 € | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Comprise entre 23.000 et 107.000 € | 2% | 0.60% | 0.40% | 3% |
| Comprise entre 107.000 € et 200.000 € | 0.60% | 1.40% | 1% | 3% |
| Supérieure à 200.000 € | 2,6% | 1.40% | 1% | 5% |

Article 18 - Formalités

L'Acquéreur s'engage dans le délai de 15 jours à compter de la vente à faire enregistrer l'acte auprès de la recette des impôts du lieu de situation du fonds cédé.

L'Acquéreur s'engage dans le délai de 15 jours (15) à compter de la vente à publier l'acte dans un journal d'annonces légales.

L'Acquéreur s'engage dans le délai de 15 jours (15) à compter de la vente à faire enregistrer l'acte auprès du greffe compétent, aux fins de publication au *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales*.

Il résulte des dispositions des articles 1684 et 201-1 du code général des impôts que l'Acquéreur d'une entreprise peut être rendu responsable solidairement avec le Vendeur du paiement des impôts dus par ce dernier. Cette responsabilité solidaire peut être mise en cause pendant un délai de trois (3) mois qui commence à courir du jour de la déclaration de vente effectuée par le cédant, déclaration qui doit être faite dans les quarante-cinq (45) jours de la publication de la vente au BODACC.

Les fonds provenant de la cession seront donc séquestrés pendant ce délai.

Si le Vendeur entend raccourcir les délais de séquestre des fonds, il devra notifier à l'administration fiscale la vente conformément à l'article 201 du code général des impôts.

Article 19 – Information de l'Acquéreur

L'Acquéreur reconnaît avoir été parfaitement informé par le rédacteur des présentes que :

- tout paiement effectué directement entre les mains du Vendeur avant l'expiration du délai accordé aux créanciers du Vendeur pour signifier une opposition est inopposable à l'égard des créanciers ; de sorte que ces derniers, à défaut d'être désintéressés au moyen du prix de vente séquestré, seront en droit de se retourner contre l'Acquéreur pour demander le règlement de leur créance, dans la limite du montant du prix de cession du fonds ;

- il est solidairement responsable envers l'administration fiscale du paiement de l'impôt sur les bénéfices réalisés par le Vendeur dans l'exploitation du fonds objet des présentes, à concurrence du prix de vente, pendant un délai de trois mois à compter du jour où celle-ci est informée de la vente ; de sorte que dans l'hypothèse où le montant des dettes fiscales dépasserait celui du prix de vente séquestré, l'administration fiscale serait en droit de se retourner contre le cessionnaire, à concurrence du montant du prix de vente du fonds, pour être intégralement désintéressée ;

- dans l'hypothèse où certains créanciers ne seraient pas intégralement désintéressés lors de la distribution du prix de vente séquestré, il risquera de subir le droit de suite desdits créanciers, en raison de l'impossibilité de purger les privilèges si le séquestre n'a pas conservé l'intégralité du prix de vente du Fonds ;
- en cas de surenchère et de vente aux enchères publiques dudit fonds à un tiers, la présente vente sera annulée et le Vendeur devra restituer la totalité du prix de vente ;

Le Vendeur s'engage expressément à rembourser à l'Acquéreur toutes sommes que ce dernier pourrait être amené à régler aux créanciers du cédant non désintéressés par la somme séquestrée.

Article 20 – Remise de titres

Le Vendeur remettra à l'Acquéreur après la réitération de la vente :

- le registre unique du personnel ;
- les derniers bulletins.
- une copie des livres de comptabilité se référant aux 3 dernières années d'exploitation ;

Article 21 – Frais – Droits et honoraires

Les frais, droits et honoraires des présentes ainsi que ceux de l'acte définitif seront à la charge de l'Acquéreur.

Les frais et honoraires du séquestre du prix de vente, ainsi que ceux éventuels de mainlevée, radiation d'inscription, consignation et répartition du prix entre les créanciers s'il y a lieu, sont à la charge exclusive de l'Acquéreur qui s'oblige à les payer.

Article 22 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties élisent domicile, en leur siège social respectif partout où il pourra être fixé.

En cas de modification, la Partie ayant transféré son adresse en informera sans délai l'autre Partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Pour la validité et la réception des oppositions, domicile est élu à l'adresse du séquestre : Me CAZEAU 110-112 Rue Sainte Catherine, 33000 BORDEAUX.

Article 23 – Litige

En cas de difficulté sur l'interprétation et l'exécution des présentes et/ou de leurs suites, les Parties s'engagent à tenter une résolution amiable du litige.

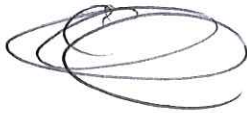
En cas d'échec, attribution de juridiction est faite aux tribunaux compétents du siège

du Fonds.

Fait à ANDERNOS-LES-BAINS, le 9 mars 2018, en quatre (4) exemplaires

LE VENDEUR
Madame Claude Annie NORMAND

L'ACQUEREUR
La SARL JLD ANDERNOS
représentée par Monsieur Jacky BARDOUL



Annexes :

- 1) Bail
- 2) Etat des inscriptions 7 mars 2018
- 3) Bilan 2017
- 4) Bulletin de paies de décembre 2017
- 5) contrats de travail Mme DUMORA et Mme SEGUIN. (incluant avenant 1 et 2 non signés de Mme DUMORA)
- 6) Accord bailleresse pour réitération sans acte authentique.
- 7) Liste du matériel cédé.
- 8) Accord bailleresse pour travaux.

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
BORDEAUX
Le 15/03 2018 Dossier 2018 11338, référence 2018 A 03864
Enregistrement : 2160 € Penalité : 0 €
Total liquidé : Deux mille cent soixante Euros
Montant reçu : Deux mille cent soixante Euros
L'Agent administratif des finances publiques



Christine MARTINEZ
Agent des Impôts

JB | CN

ANNEXE 1

réf : B 2010 09089 / BTP/GD

L'AN DEUX MIL ONZE

Le VINGT-SIX DECEMBRE et le VINGT-DEUX DECEMBRE

Maître Benoît TARDY-PLANECHAUD, Notaire soussigné, en qualité d'associé et au nom de la Société Civile Professionnelle dénommée "Benoît TARDY-PLANECHAUD et Jean-Louis BURIAS", titulaire d'un office notarial dont le siège est à BORDEAUX (Gironde), 14, rue de Lamourous,

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

PARTIES A L'ACTE

1) Bailleur

La société dénommée "S.C.I. AUR-LIE",

Société civile immobilière au capital de QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTIMES (15.244,90 €), dont le siège social est à LE BOUSCAT (33110), 16 avenue du Bois d'Ayguevives.

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX et identifiée sous le numéro SIREN 399 438 050.

Dont la dénomination sera ci-après "**LE BAILLEUR**"
D'UNE PART

2) Preneur

Madame Claude Annie NORMAND, coiffeuse, demeurant à ANDERNOS LES BAINS (33510), 11 rue des marins.

Née à BORDEAUX (33000), le 12 mai 1951.

Divorcée en uniques noces de Monsieur Joël BOUCRAULT, suivant jugement du Tribunal de grande instance de BLOIS, en date du 18 décembre 1992.

De nationalité Française.


Résidant en France.

N'étant pas engagée dans les liens d'un pacte civil de solidarité régi par les articles 515-1 et suivants du Code civil.

Désignée ci-après "**LE LOCATAIRE**" ou "**LE PRENEUR**"
D'AUTRE PART

PRESENCE - REPRESENTATION

1) En ce qui concerne "LE BAILLEUR" :


eW
JB

- La société "S.C.I. AUR-LIE", est représentée par Madame Nicole GUEYRAUD, agissant en qualité de gérante et en vertu de l'article 2 des statuts de ladite société.

2) En ce qui concerne "LE PRENEUR" :

- Mme Claude NORMAND est présente.

FORME DES ENGAGEMENTS ET DECLARATIONS

Les engagements souscrits et les déclarations faites ci-après seront toujours indiqués comme émanant directement des parties au présent acte, même s'ils émanent du représentant légal ou conventionnel de ces dernières.

ETAT - CAPACITE

Les contractants confirment l'exactitude des indications les concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Ils déclarent en outre qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure civile ou commerciale susceptible de restreindre leur capacité ou de mettre obstacle à la libre disposition de leurs biens.

BAIL COMMERCIAL

Le bailleur donne à bail à loyer, à titre commercial, dans le cadre des dispositions des articles L.145-1 et suivants du Code de commerce, au preneur qui accepte, les locaux dont la désignation suit.

DESIGNATION DES LIEUX LOUES

Dans un immeuble en copropriété dénommé "Résidence l'Estey", situé à ANDERNOS LES BAINS (33510), 228 boulevard de la République,

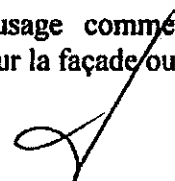
Ledit immeuble figurant au cadastre sous les références suivantes :

| Préfixe | Section | N° | Adresse ou lieu dit | Contenance |
|-------------------|---------|------|-------------------------|------------|
| | B | 3428 | 230 BD DE LA REPUBLIQUE | 33 a 58 ca |
| Contenance totale | | | | 33 a 58 ca |

1- Lot numéro 111 - Un local d'activité à usage commercial ou professionnel, au rez-de-chaussée du bâtiment B, donnant sur la façade ouest.

Et les six cent soixante cent millièmes de la propriété du sol (660/100.000èmes).

2- Lot numéro 113 - Un local d'activité à usage commercial ou professionnel, au rez-de-chaussée du bâtiment B, donnant sur la façade ouest.


CN
JB

Et les six cent soixante cent millièmes de la propriété du sol (660/100.000èmes).

Tel que lesdits locaux existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample désignation, à la demande du preneur qui déclare parfaitement les connaître pour les avoir vus et visités en vue des présentes.

DUREE

Le présent bail est conclu pour une durée de neuf années entières et consécutives qui ont commencé à courir le 1er octobre 2011 pour se terminer le 30 septembre 2020.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L.145-4 du Code de commerce :

Le preneur aura dans les formes et délai de l'article L.145-9 dudit Code, la faculté de donner congé à l'expiration de chaque période triennale.

Le bailleur aura la même faculté s'il entend invoquer les dispositions des articles L.145-18, L.145-21, L.145-23-1 et L.145-24 du même Code.

DESTINATION DES LIEUX LOUES

Les locaux faisant l'objet du présent bail devront exclusivement être consacrés par le preneur à l'exploitation de son commerce de salon de coiffure, à l'exclusion de tout autre, même temporairement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions administratives et autres concernant ce genre d'activité.

CHARGES ET CONDITIONS

Le présent bail a lieu aux conditions suivantes :

Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance, et sans pouvoir exiger aucune réfection, remise en état, adjonction d'équipements supplémentaires, ou travaux quelconques, même s'ils étaient rendus nécessaires par l'inadaptation des locaux à l'activité envisagée, par la vétusté, ou par des vices cachés.

Le locataire déclare bien connaître l'état des lieux loués pour les avoir préalablement visités.

Les parties au présent bail conviennent que la charge de tous les travaux qui pourraient être nécessaires pour mettre l'immeuble loué en conformité avec la réglementation existante (notamment les travaux de sécurité) sera exclusivement supportée par le preneur. Il en sera de même si cette réglementation vient à se modifier et que, de ce fait, l'immeuble loué n'est plus conforme aux normes réglementaires.


CN
SB

Entretien - Réparations

Le preneur entretiendra les lieux loués en bon état de réparations locatives ou de menu entretien, pendant la durée du bail, et les rendra à sa sortie en bon état de réparations locatives, le bailleur n'ayant à sa charge que les grosses réparations prévues à l'article 606 du Code civil.

Il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite soit de défaut d'exécution des réparations locatives, soit de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel ou de sa clientèle.

Il aura entièrement à sa charge, sans aucun recours contre le bailleur, l'entretien complet de la devanture et des fermetures des locaux d'exploitation ; le tout devra être maintenu constamment en parfait état de propreté, étant précisé que toutes les réparations, grosses et menues, et même les réfections et remplacements qui deviendraient nécessaires au cours du bail aux devantures, vitrines, glaces et vitres, volets ou rideaux de fermeture des locaux d'exploitation seront à sa charge exclusive.

Garnissement

Le preneur garnira et tiendra constamment garni les lieux loués d'objets mobiliers, matériels et marchandises en quantité et de valeur suffisante pour répondre en tous temps du paiement des loyers et charges et de l'exécution des conditions du bail.

Transformations

Le preneur aura à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité.

Ces transformations ne pourront être faites qu'après avis favorable et sous la surveillance et le contrôle de l'architecte du bailleur, dont les honoraires et vacations seront à la charge du preneur.

Changement de distribution

Le preneur ne pourra faire dans les locaux, sans le consentement exprès et par écrit du bailleur, aucune démolition, aucun percement de murs ou de cloisons, ni aucun changement de distribution. En cas d'autorisation, ces travaux seront exécutés sous la surveillance et le contrôle de l'architecte du bailleur comme il a été dit ci-dessus.

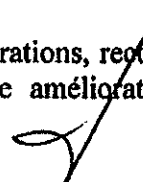
Améliorations

Tous travaux, embellissements et améliorations quelconques qui seraient faits par le preneur, même avec l'autorisation du bailleur, resteront à la fin du présent bail la propriété de ce dernier, sans indemnité.

En toute hypothèse, le preneur ne pourra, en fin de jouissance, reprendre aucun élément ou matériel qu'il aura incorporé aux biens loués à l'occasion d'une amélioration ou d'un embellissement.

Travaux

Le preneur souffrira l'exécution de toutes les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques, même de simple amélioration, que le


CN
JB

propriétaire ou la copropriété estimerait nécessaires, utiles, ou même simplement convenables et qu'il ferait exécuter pendant le cours du bail, dans les locaux loués ou dans l'immeuble dont ils dépendent, et il ne pourra demander aucune indemnité ni diminution de loyers ni interruption de paiement du loyer, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si la durée excédait quarante jours, à la condition toutefois qu'ils soient exécutés sans interruption, sauf le cas de force majeure.

Jouissance des lieux

Le preneur devra jouir des lieux en bon père de famille, se conformer aux dispositions du règlement de copropriété, du règlement intérieur de l'immeuble et ne rien faire qui puisse en troubler la tranquillité ni apporter un trouble de jouissance quelconque ou des nuisances aux autres occupants ; notamment, il devra prendre toutes précautions pour éviter tous bruits, trépidations, odeurs, émanations ou fumées et l'introduction d'animaux nuisibles, se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, règlements sanitaires, etc, et veiller à toutes les règles de l'hygiène et de la salubrité, etc, faire ramoner les cheminées toutes les fois qu'il sera nécessaire et au moins une fois par an.

Le preneur ne pourra faire entrer ni entreposer des marchandises présentant des risques ou des inconvénients quels qu'ils soient, ni faire aucune décharge ou déballage, même temporaire, dans l'entrée de l'immeuble.

De son côté, le bailleur décline toute responsabilité relativement aux faits et gestes des préposés à l'entretien de l'immeuble et à raison des vols qui pourraient être commis chez le preneur, celui-ci acceptant cette dérogation à toute jurisprudence contraire qui pourrait prévaloir.

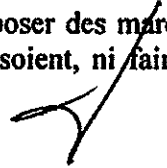
Le bailleur sera également exonéré de toute responsabilité, même sous forme de réduction de loyer, dans le cas où, par fait de force majeure, il y aurait interruption de fournitures de gaz, d'eau, d'électricité, etc.

Interdiction de concurrence

Le bailleur s'interdit d'exploiter, directement ou indirectement, dans l'immeuble dont font partie les lieux loués, un commerce similaire à celui du preneur. Il s'interdit également de louer à qui que ce soit tout ou partie du même immeuble pour l'exploitation d'un commerce identique à celui du preneur.

Exploitation par le preneur

En ce qui concerne plus particulièrement l'exploitation, le preneur devra l'assurer en se conformant rigoureusement aux lois, règlements et prescriptions administratives pouvant s'y rapporter, étant précisé que l'autorisation donnée au preneur d'exercer l'activité mentionnée plus haut, n'implique de la part du bailleur aucune garantie pour l'obtention des autorisations administratives ou autres nécessaires à quelque titre que ce soit pour l'utilisation des locaux en vue de l'exercice de ses activités. Le magasin devra être constamment ouvert et achalandé, sauf fermetures d'usage ; aucun étalage ne sera fait en dehors, sur la voie publique. Le preneur ne pourra faire entrer ni entreposer des marchandises présentant des risques ou des inconvénients quels qu'ils soient, ni faire aucune


CN
JB

décharge ou déballage, même temporaire, dans l'entrée de l'immeuble.

Il ne pourra apposer sur la façade du magasin aucune affiche et aucun écriteau quelconques, autre qu'une enseigne portant son nom et la nature de son commerce, conformément à l'usage, mais sous son entière responsabilité. Une enseigne lumineuse ne pourra être utilisée qu'après approbation expresse du bailleur, sous réserve des autorisations administratives.

Impôts divers

Le preneur acquittera ses impôts personnels, contribution économique territoriale et généralement tous impôts, contributions et taxes, fiscales ou parafiscales, auxquels il est et sera assujéti personnellement et dont le bailleur pourrait être responsable pour lui au titre des articles 1686 et 1687 du CGI ou à tout autre titre quelconque, et il devra justifier de leur acquit au bailleur à toute réquisition et, notamment, à l'expiration du bail, avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériels et marchandises.

En outre le preneur remboursera au bailleur l'ensemble des taxes et impôts afférents aux locaux loués et notamment :

- la taxe de balayage ;
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,
- la taxe foncière relative aux locaux objets des présentes.

Assurance exploitation

Le preneur devra faire assurer et tenir constamment assurés contre l'incendie, pendant le cours du bail, à une compagnie notoirement solvable, son mobilier personnel, le matériel et les marchandises de son commerce ; il devra également contracter toutes assurances suffisantes contre les risques locatifs, le recours des voisins, les dégâts des eaux, les explosions de gaz et tous autres risques. Il devra justifier de ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toute réquisition du bailleur. Si l'activité exercée par le preneur entraînait soit pour le bailleur, soit pour des tiers, des surprimes d'assurances, le preneur serait tenu d'indemniser le bailleur du montant de ces surprimes et de le garantir contre toutes réclamations des tiers.

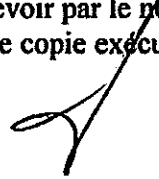
Renonciation à recours

Le preneur renonce à tout recours contre le bailleur et ses assureurs pour les sinistres relevant des risques susvisés.

Cession - Sous-location

Le preneur ne pourra dans aucun cas et sous aucun prétexte, céder son droit au présent bail, ni sous-louer en tout ou en partie les locaux loués, ni les aliéner sous quelque forme que ce soit, sans le consentement exprès et par écrit du bailleur, sauf toutefois dans le cas de cession du bail à son successeur dans son commerce ou son entreprise.

Toute cession ou sous-location devra avoir lieu moyennant un loyer égal à celui ci-après fixé, qui devra être stipulé payable directement entre les mains du bailleur, et elle devra être réalisée par acte authentique à recevoir par le notaire du bailleur ou son successeur, en présence du bailleur ; dont une copie exécutoire lui


CW
JB

sera remise sans frais pour lui.

Visite des lieux

Le preneur devra laisser le bailleur, son représentant ou leur architecte et tous entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux loués pour constater leur état ou procéder à l'exécution de travaux, quand le bailleur le jugera à propos.

Il devra également laisser visiter les lieux loués aux personnes intéressées, quatre heures par jour ouvrable, pendant les six derniers mois du bail ou en cas de mise en vente de l'immeuble dont ils dépendent.

Remise des clés

Il rendra les clés des locaux le jour où finira son bail, ou le jour du déménagement si celui-ci le précédait, nonobstant tout prétendu délai de faveur, d'usage ou de tolérance. La remise des clés, ou leur acceptation par le propriétaire, ne portera aucune atteinte à son droit de répéter contre le locataire le coût des réparations de toute nature dont le locataire est tenu suivant la loi et les clauses et conditions du bail.

Cas fortuits - Tolérance

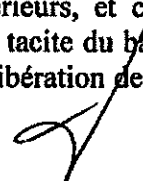
Si les locaux, objet du présent bail, venaient à être détruits en totalité, par cas fortuit, force majeure, vétusté, vices de construction ou toute autre cause, indépendante de la volonté du bailleur, le présent bail sera résilié de plein droit sans aucune indemnité de part ni d'autre.

Si les locaux loués n'étaient détruits ou rendus inutilisables que partiellement, le preneur pourrait obtenir une réduction du loyer en fonction des surfaces détruites, ou, si la destruction partielle devait rendre l'immeuble loué impropre à sa destination, la résiliation du bail de plein droit et sans aucune indemnité de part ni d'autre.

Aucun fait de tolérance de la part du bailleur, quelle qu'en soit la durée, ne pourra créer un droit en faveur du preneur, ni entraîner aucune dérogation aux obligations qui incombent au preneur en vertu du bail, de la loi ou des usages, à moins du consentement exprès et par écrit du bailleur.

Solidarité - En cas de cession ou de sous-location du droit au bail, d'apport de ce droit au bail en société, ou de fusion de société, le cédant restera responsable solidairement avec le cessionnaire ou sous-locataire, la société bénéficiaire de l'apport ou la société issue de la fusion, du paiement des loyers et des charges et accessoires et de l'exécution des clauses et conditions du présent bail, et cette obligation de garantie s'étendra à tous les cessionnaires et sous-locataires successifs occupant ou non les lieux.

Cet engagement solidaire garantira également le paiement des indemnités d'occupation, ainsi que l'exécution des réparations locatives et plus généralement l'obligation de restituer les lieux dans un état conforme aux stipulations du bail. Il s'appliquera pendant toute la durée contractuelle du bail et celle de son renouvellement, à l'exclusion des renouvellements ultérieurs, et continuera de pouvoir être invoqué pendant la période de reconduction tacite du bail et, dans le cas de congé ou de résiliation du bail, jusqu'à complète libération des lieux par le locataire en place.


CM
JB

Le bailleur s'oblige à informer son ancien locataire de tout incident de paiement et à engager une procédure de recouvrement ou une action en résiliation de bail ou à mettre en jeu la clause résolutoire de plein droit au plus tard dans le mois de cet incident. Il s'oblige également à l'informer de toute inexécution des clauses et conditions du bail et à engager dans les plus brefs délais, une procédure afin d'obtenir soit l'exécution par le locataire en place de ses obligations, soit la résiliation du bail. Si ces obligations n'étaient pas respectées, le bailleur serait privé de la possibilité d'invoquer le bénéfice de la présente clause.

LOIS ET USAGES

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties déclarent se soumettre aux lois et usages.

LOYER

Le présent bail est respectivement consenti et accepté moyennant un loyer annuel de DOUZE MILLE EUROS (12.000,00 €) Hors Taxes, soit un loyer mensuel de MILLE EUROS (1.000,00 €) Hors Taxes, que le preneur s'oblige à payer au domicile du bailleur ou en tout autre endroit indiqué par lui.

Les parties conviennent qu'aucun « pas-de-porte » ne sera versé par le PRENEUR au profit du BAILLEUR.

Pour les remboursements de la part contributive du preneur dans les charges d'exploitation et d'entretien ainsi que les impôts et les taxes établis au nom du bailleur ci-dessus énumérés, il sera ajouté à chaque terme du loyer principal des acomptes provisionnels égaux de QUARANTE-CINQ EUROS (45,00 €) chacun par mois, sauf remboursement du solde en même temps que le dernier terme de l'année.

Le preneur rembourse, en outre, trimestriellement, au bailleur la consommation d'eau appelé au bailleur par le syndic de copropriété.

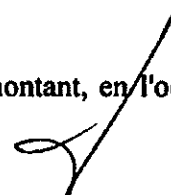
Les loyers et accessoires sont payables d'avance le 5 de chaque mois par virement automatique.

Indexation

Les parties conviennent à titre de condition essentielle et déterminante, d'indexer ce loyer sera révisé chaque année à la date anniversaire de la date d'effet du présent contrat en fonction de la variation de l'indice trimestriel des loyers commerciaux (ILC) publié trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, ayant comme base de référence l'indice 100 pour le premier trimestre 2008.

Le nouveau montant du loyer, qui prendra automatiquement effet à la date de révision ci-dessus indiquée, sera calculé au moyen d'une règle proportionnelle ayant pour données :

1. Le montant du loyer initial ;
2. L'indice du trimestre ayant servi à établir ce montant, en l'occurrence


CN
SB

celui du deuxième trimestre 2011, qui s'est élevé à 104,44.

3. Et l'indice du trimestre anniversaire.

Ce montant restera en vigueur pendant toute l'année en cours.

Le nouveau montant du loyer sera exigible dès la première échéance qui suivra la date de révision, sans qu'il soit besoin d'aucune notification préalable.

Si à la date à laquelle la clause d'indexation doit entrer en jeu, l'indice de référence n'est pas publié, le loyer sera payé provisoirement à l'ancien taux. Un réajustement interviendra lors de la publication de l'indice et un rappel de loyer sera alors dû rétroactivement par le preneur.

Pour le cas où l'indice choisi viendrait à disparaître ou cesserait d'être publié, le nouvel indice qui lui serait substitué s'appliquerait de plein droit, en tenant compte des coefficients de raccordement officiels ou officieux publiés par l'INSEE.

Si aucun Indice de substitution n'était publié, auquel l'indice supprimé pourrait se raccorder, un expert sera choisi d'un commun accord par les parties, ou à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente par M. le Président du tribunal de grande instance du lieu de situation de l'immeuble statuant en référé. Il aura pour mission de rechercher un nouvel indice en relation, soit avec l'objet du contrat, soit avec l'activité de l'une ou l'autre des parties. L'indice, ainsi déterminé et choisi par l'expert, entrera en application à compter rétroactivement de la disparition de l'indice stipulé à l'origine.

Si, pour une raison quelconque l'une ou l'autre des parties négligent de se prévaloir du bénéfice de la présente clause, le fait de payer ou d'encaisser le loyer à l'ancien taux ne saurait être, en aucun cas, considéré comme une renonciation implicite à invoquer le jeu de l'indexation. Pour pouvoir être prise en considération, cette renonciation devra résulter d'un accord écrit.

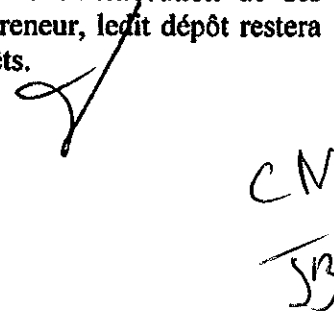
DEPOT DE GARANTIE

A la garantie du paiement régulier des loyers ci-dessus stipulés, en principal, intérêts, frais et accessoires et de l'exécution des charges et conditions du présent bail, le preneur a remis dès avant ce jour, au moyen d'un chèque, au bailleur qui le reconnaît, une somme de MILLE HUIT CENTS EUROS (1.800,00 €), et ce jour, au moyen d'un chèque, au bailleur qui le reconnaît, une somme de DEUX CENTS EUROS (200,00 €) représentant au total deux mois de loyer hors taxes, à titre de dépôt de garantie.

Ce dépôt ne sera ni productif d'intérêts, ni imputable sur la dernière échéance de loyer, et sera remboursable après le départ du preneur, sous réserve d'exécution par lui de toutes les clauses et conditions du bail, notamment après exécution des travaux de remise en parfait état locatif des locaux loués.

En cas d'indexation du prix du loyer ci-dessus fixé, le présent dépôt de garantie sera réajusté lors de chaque révision, proportionnellement au nouveau loyer dans les mêmes conditions.

En cas de résiliation du présent bail, par suite d'inexécution de ses conditions, pour une cause quelconque imputable au preneur, ledit dépôt restera acquis au bailleur à titre de premiers dommages et intérêts.



Handwritten signature and initials: A large, stylized signature is written over the text. To the right of the signature, the initials 'CN' are written above 'SB'.

CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement à son échéance exacte d'un seul terme de loyer ou de tout rappel de loyer consécutif à une augmentation de celui-ci, comme à défaut de remboursement de frais, taxes locatives, imposition, charges, ou prestations qui en constituent l'accessoire, ou enfin à défaut de l'exécution de l'une ou l'autre des clauses et conditions du présent bail ou du règlement de copropriété qui fait également la loi des parties (si les locaux loués sont soumis à ce régime), ou encore d'inexécution des obligations imposées au preneur par la loi ou les règlements, et un mois après un commandement de payer ou une sommation d'exécuter resté sans effet, le présent bail sera résilié de plein droit.

Si dans ce cas, le preneur se refusait à quitter les lieux loués, son expulsion, ainsi que celle de tous occupants de son chef, pourrait avoir lieu sans délai en vertu d'une simple ordonnance de référé rendue par M. le Président du tribunal de grande instance territorialement compétent, à qui compétence de juridiction est expressément attribuée aux termes des présentes.

CLAUSE PENALE

A défaut de paiement du loyer, des accessoires et des sommes exigibles à chaque terme, quinze jours après réception par le locataire d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée sans effet, le dossier sera transmis à l'huissier et les sommes dues automatiquement majorées de 10% à titre d'indemnité forfaitaire de frais contentieux, et indépendamment de tous frais de commandement et de recette.

En outre, toute somme due en vertu du présent bail qui ne serait pas payée à son échéance exacte, porterait intérêt au taux de base de l'intérêt légal, majoré de 4 points, et ce sans qu'aucune mise en demeure préalable soit nécessaire, le preneur se trouvant en demeure par le seul effet de la survenance du terme.

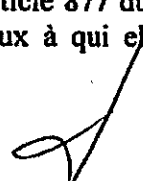
En cas de résiliation de plein droit ou judiciaire, le montant total des loyers d'avance ainsi que le dépôt de garantie, restera acquis au bailleur à titre d'indemnisation forfaitaire et irréductible du seul préjudice résultant de cette résiliation, sans préjudice de tous autres dus ou dommages et intérêts en réparation du dommage résultant des agissements du preneur, ayant ou non provoqué cette résiliation.

L'indemnité d'occupation à la charge du preneur en cas de non délaissement des locaux après résiliation de plein droit ou judiciaire ou expiration du bail, sera établie forfaitairement sur la base du loyer global de la dernière année de location majorée de 50 %.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Les obligations résultant du présent bail pour le preneur constitueront pour tous ses ayants cause et ayants droit et pour toutes personnes tenues au paiement et à l'exécution, une charge solidaire et indivisible.

Dans le cas où les significations prescrites par l'article 877 du Code civil deviendraient nécessaires, le coût en serait payé par ceux à qui elles seraient faites.

 CW
JB

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SANTE PUBLIQUE

Règlementation sur l'amiante - Le BAILLEUR déclare que l'immeuble objet des présentes entre dans le champ d'application de l'article R.1334-25 du Code de la santé publique, comme ayant été bâti en vertu d'un permis de construire délivré avant le 1er juillet 1997.

En ce qui concerne les parties privatives, et conformément aux dispositions des articles L.1334-25 et R.1334-26 du Code de la santé publique, le BAILLEUR a produit un dossier technique amiante, lequel dossier technique, établi le 16 décembre 2011, par la société AGENDA DIAGNOSTICS, contrôleur technique ou technicien de la construction certifiant avoir obtenu l'attestation de compétence prévue par le deuxième alinéa de l'article R.1334-29 du code susvisé, demeure ci-annexé.

Il résulte dudit dossier technique: *«Qu'il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante».*

Termites - Le vendeur déclare que l'immeuble objet des présentes est situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral en application de l'article L.133-5 du Code de la construction et de l'habitation, c'est-à-dire dans un secteur contaminé ou susceptible d'être contaminé par les termites ou autres insectes xylophages.

En application de l'article L.133-6 du Code de la construction et de l'habitation, un état relatif à la présence de termites établi le 16 décembre 2011, par la société AGENDA DIAGNOSTICS, contrôleur technique agréé au sens de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habitation ou technicien de la construction qualifié, en cours de validité est demeuré ci-annexé.

Il en résulte les éléments suivants :

« Absence d'indice de présence de termites »

L'acquéreur déclare avoir pris personnellement connaissance de cet état et en posséder une copie.

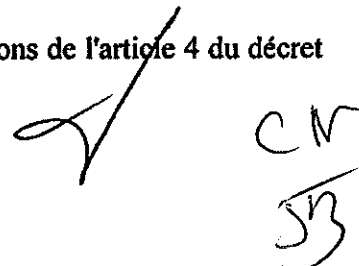
Risques technologiques et naturels :

Conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, le bailleur déclare que l'immeuble objet des présentes est situé dans une zone :

- non couverte par un plan de prévention des risques technologiques, prescrit ou approuvé.
- couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé.
- de sismicité très faible définie par décret en Conseil d'Etat.

Ainsi qu'il résulte de l'arrêté préfectoral, indiquant la liste des communes dans lesquelles les dispositions relatives à l'obligation d'informer les acquéreurs de biens immobiliers sur les risques majeurs sont applicables, intervenu pour le département de la Gironde.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 4 du décret

Handwritten signature and initials. The signature is a stylized 'A' or 'J' with a long horizontal stroke. To its right are the initials 'CM' and 'SB' written in a cursive style.

n° 2005-134 du 15 février 2005 codifié à l'article R.125-26 du Code de l'environnement, un état des risques établi le 16 décembre 2011, par la société AGENDA DIAGNOSTICS, au vu du dossier communal d'informations, est demeuré ci-annexé.

Le preneur reconnaît avoir été informé, tant par le notaire soussigné que connaissance prise par lui-même, des règles d'urbanisme et de prévention des risques prévisibles liés à la localisation des biens et droits immobiliers faisant l'objet des présentes.

Déclaration de sinistre :

Conformément aux dispositions de l'article L.125-5 IV du Code de l'environnement, le bailleur déclare, qu'à sa connaissance, l'immeuble objet des présentes n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles ou technologiques en application des articles L.125-2 ou L.128-2 du Code des assurances.

Diagnostic de performance énergétique - Le bailleur déclare que l'immeuble objet des présentes entre dans le champ d'application des articles L.134-1 et suivants, spécialement l'article L.134-3, et des articles R.134-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Conformément à ces dispositions, le bailleur a produit un diagnostic de performance énergétique établi le 15 décembre 2011, par la société AGENDA DIAGNOSTICS, lequel est demeuré ci-annexé.

CONTRIBUTION SUR LES REVENUS LOCATIFS

Les parties déclarent opter pour l'assujettissement des loyers à la T.V.A. En conséquence, ces derniers ne supporteront pas la contribution sur les revenus locatifs prévue à l'article 234 nonies du Code général des impôts.


FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sans aucune exception ni réserve, y compris le coût de la copie exécutoire à remettre au bailleur, seront supportés par le preneur qui s'y oblige.

Le preneur ou ses ayants droits devra, en outre, rembourser au bailleur les frais des actes extrajudiciaires et autres frais de justice, motivés par des infractions aux clauses et conditions des présentes.

CLAUSE COMPROMISSOIRE

Les parties conviennent que toutes contestations qui pourraient surgir pour l'exécution du présent contrat ou de leurs suites seront soumises à la procédure d'arbitrage. Chacune des parties désignera un arbitre ; les deux arbitres ainsi désignés se concerteront afin de nommer le troisième arbitre. A défaut d'accord sur cette désignation, il sera procédé par voie d'ordonnance du Président du tribunal de commerce du lieu du siège du fonds de commerce saisi par une des

 CN
JB

parties ou un arbitre.

En cas de décès ou d'empêchement d'un arbitre, toute instance en cours sera suspendue en attendant la désignation d'un nouvel arbitre par le Président du tribunal de commerce. Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Chacune des parties supportera la charge de l'arbitre qu'elle aura nommé et la moitié de celle du troisième arbitre.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, savoir :

- Le bailleur, en son domicile sus-indiqué,
- Le preneur, en son domicile sus-indiqué et, ensuite dans les lieux loués.

PROTECTION DES INFORMATIONS A CARACTERE NOMINATIF

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations.

Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant via le Correspondant « Informatique et Libertés » désigné par l'office : A.D.S.N., dont le siège est à VENELLES CEDEX (13107), 95 avenue des Logissons.

DONT ACTE, rédigé sur treize pages.

Fait et passé à BORDEAUX, au siège de la Société Civile Professionnelle sus-énoncée.

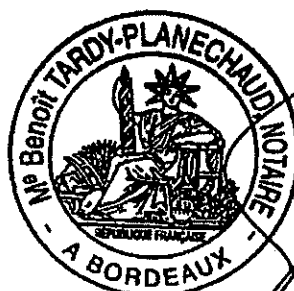
La lecture du présent acte a été donnée, au bailleur, le 22 décembre 2011, au preneur, le 26 décembre 2011, et leurs signatures sur ledit acte ont été recueillies par le Notaire soussigné, le 22 décembre 2011 pour le bailleur, et le 26 décembre 2011 pour le preneur.

Les jour, mois et an susdits,

Et le Notaire a lui-même signé le 26 décembre 2011.

Suivent les signatures : Mme GUEYRAUD, Mme NORMAND et Me Benoît TARDY-PLANECHAUD, ce dernier notaire.

POUR COPIE AUTHENTIQUE contenue en treize pages, sans mot nul ni renvoi, certifiée conforme à l'original et dûment collationnée par le notaire soussigné.



CR
SB

ETAT D'ENDETTEMENT

ANNEXE 2

NORMAND CLAUDE ANNIE

494 368 442 R.C.S. BORDEAUX
Greffes du Tribunal de Commerce de BORDEAUX

Imprimer

POUR RECEVOIR UN ETAT D'ENDETTEMENT DÉLIVRÉ ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER

Les recherches effectuées sur le nom, la dénomination et l'adresse de l'entreprise ci dessus, sélectionnés par vos soins lors de la consultation du Registre du Commerce, NE REVELENT AUCUNE INSCRIPTION. Toutefois, seul un état certifié par le Greffier peut faire foi de l'absence d'inscription.

RECEVOIR
PAR
COURRIER

| TYPE D'INSCRIPTION | FICHER À JOUR AU |
|--|------------------|
| Privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires | 07/03/2018 |
| Privilèges du Trésor Public | 07/03/2018 |
| Protêts | 07/03/2018 |
| Privilèges de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration | 07/03/2018 |
| Nantissements du fonds de commerce ou du fonds artisanal (conventionnels et judiciaires) | 07/03/2018 |
| Privilèges du vendeur de fonds de commerce et d'action résolutoire | 07/03/2018 |
| Nantissements de l'outillage, matériel et équipement | 07/03/2018 |
| Déclarations de créances | 07/03/2018 |
| Opérations de crédit-bail en matière mobilière | 07/03/2018 |
| Publicité de contrats de location | 07/03/2018 |
| Publicité de clauses de réserve de propriété | 07/03/2018 |
| Gage des stocks | 07/03/2018 |
| Warrants | 07/03/2018 |
| Prêts et délais | 07/03/2018 |
| Biens inaliénables | 07/03/2018 |

CW
JB

Madame NORMAND CLAUDE
228 Boulevard de la République
33510 ANDERNOS LES BAINS

COMPTES ANNUELS du 01/01/2017 au 31/12/2017

| | Pages |
|---|----------|
| - Attestation des comptes | 1 |
| - Bilan actif-passif | 2 et 3 |
| - Compte de résultat | 4 et 5 |
| - Détail des comptes bilan actif passif | 6 et 7 |
| - Détail Compte de résultat | 8 et 9 |
| - Soldes intermédiaires de gestion | 10 |
| - Détail Soldes intermédiaires de gestion | 11 et 12 |
| - Annexe | 13 à 15 |
| - Liasse 2031 | 16 et 17 |
| - Liasses 2033-A à 2033-D | 18 à 22 |

ACTUALYS
67 AVENUE DU MARECHAL JUIN
64200 BIARRITZ

CN
JB

ATTESTATION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

En notre qualité d'expert-comptable, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise

Madame NORMAND CLAUDE
228 Boulevard de la République
33510 ANDERNOS LÈS BAINS

relatifs à l'exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

| | |
|---------------------------|---------------|
| - Total du bilan, | 134 289 Euros |
| - Chiffre d'affaires HT, | 104 439 Euros |
| - Résultat net comptable, | 20 717 Euros |

Fait à BIARRITZ
Le 12/02/2018

Nicolas FOUQUET
Expert-comptable

JB CM

BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/12/2017 12 | | | Exercice N-1 31/12/2016 12 | | Ecart N / N-1 | |
|--|---|-----------------------------|---|---------|-------------------------------|--------|---------------|--|
| | | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net | Euros | % | |
| | Capital souscrit non appelé (1) | | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | | |
| | Frais de développement | | | | | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | | | | | | | |
| | Fonds commercial (1) | 106 714 | | 106 714 | 106 714 | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | | |
| | Terrains | | | | | | | |
| | Constructions | | | | | | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage | | | | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 22 408 | 18 213 | 4 195 | 5 528 | 1 333 | 24.11 | |
| | Immobilisations en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | | | | | |
| Participations mises en équivalence | | | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | | | |
| Prêts | | | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 2 000 | | 2 000 | 2 000 | | | | |
| Total II | 131 122 | 18 213 | 112 910 | 114 242 | 1 333 | 1.17 | | |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours | | | | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | 1 593 | | 1 593 | 1 561 | 33 | 2.09 | |
| | En-cours de production de biens | | | | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | | | | |
| | Marchandises | 975 | | 975 | 1 121 | 146 | 12.99 | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | | | |
| | Créances (3) | | | | | | | |
| | Clients et comptes rattachés | | | | | | | |
| | Autres créances | 884 | | 884 | 452 | 431 | 95.39 | |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | | | |
| Disponibilités | 17 927 | | 17 927 | 8 445 | 9 482 | 112.28 | | |
| Charges constatées d'avance (3) | | | | | | | | |
| Total III | 21 380 | | 21 380 | 11 579 | 9 801 | 84.64 | | |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | | | |
| | Ecarts de conversion actif (VI) | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 152 502 | 18 213 | 134 289 | 125 821 | 8 468 | 6.73 | | |

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

JBCV

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N 31/12/2017 12 | Exercice N-1 31/12/2016 12 | Ecart N / N-1 | |
|--------------------------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---------------|
| | | | | Euros | % |
| CAPITAUX PROPRES | Capital (Dont versé :) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation | 80 981 | 69 921 | 11 060 | 15,82 |
| | Réserves Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves | | | | |
| | Report à nouveau | | | | |
| | Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte) | 20 717 | 20 703 | 14 | 0,07 |
| | Subventions d'investissement Provisions réglementées | | | | |
| | Total I | 101 697 | 90 624 | 11 073 | 12,22 |
| | AUTRES FONDS PROPRES | Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées | | | |
| Total II | | | | | |
| PROVISIONS | Provisions pour risques Provisions pour charges | | | | |
| Total III | | | | | |
| DETTES (1) | Dettes financières Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts auprès d'établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts et dettes financières diverses | 12 146 | 8 680 | 3 466 | 39,93 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| | Dettes d'exploitation Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales | 3 108 17 338 | 3 429 23 088 | 321 5 750 | 9,37 24,90 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes | | | | |
| | Total IV | 32 592 | 35 197 | 2 605 | 7,40 |
| Comptes de Régularisation | Produits constatés d'avance (1) | | | | |
| Total IV | 32 592 | 35 197 | 2 605 | 7,40 | |
| | Ecart de conversion passif (V) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V) | 134 289 | 125 821 | 8 468 | 6,73 | |

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

32 592 35 537

JBCN

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/12/2017 12 | | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|--------------------------|-------------|---------|--------------|----|---------------|--------|
| | France | Exportation | Total | 31/12/2016 | 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation (I) | | | | | | | |
| Ventes de marchandises | 3 519 | | 3 519 | 5 709 | | 2 190 | 38.35 |
| Production vendue de biens | | | | | | | |
| Production vendue de services | 100 919 | | 100 919 | 110 278 | | 9 358 | 8.49 |
| Chiffre d'affaires NET | 104 439 | | 104 439 | 115 987 | | 11 548 | 9.96 |
| Production stockée | | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 587 | 6 719 | | 6 131 | 91.26 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 24 727 | 7 662 | | 17 064 | 222.71 |
| Autres produits | | | 6 | 238 | | 232 | 97.46 |
| Total des Produits d'exploitation (I) | | | 129 759 | 130 606 | | 847 | 0.65 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | 1 376 | 2 633 | | 1 257 | 47.75 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 146 | 139 | | 285 | 204.37 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | 7 670 | 7 993 | | 322 | 4.03 |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements) | | | 33 | 154 | | 187 | 121.20 |
| Autres achats et charges externes * | | | 27 975 | 26 834 | | 1 141 | 4.25 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 3 481 | 3 424 | | 57 | 1.66 |
| Salaires et traitements | | | 44 214 | 43 065 | | 1 149 | 2.67 |
| Charges sociales | | | 22 293 | 24 325 | | 2 032 | 8.35 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | | | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 1 333 | 1 135 | | 198 | 17.44 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | | | | | |
| Dotations aux provisions | | | | | | | |
| Autres charges | | | 61 | 17 | | 44 | 257.41 |
| Total des Charges d'exploitation (II) | | | 108 515 | 109 440 | | 925 | 0.84 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | | | 21 244 | 21 166 | | 78 | 0.37 |
| Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun | | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | | |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

JBCN

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------|---------|--------------|---------|---------------|-------|
| | 31/12/2017 | 12 | 31/12/2016 | 12 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | | | |
| Produits financiers de participations (3) | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | | | | | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total V | | | | | | |
| Charges financières | | | | | | |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées (4) | | 527 | | 463 | 64 | 13.86 |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total VI | | 527 | | 463 | 64 | 13.86 |
| 2. Résultat financier (V-VI) | | 527 | | 463 | 64 | 13.86 |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | | 20 717 | | 20 703 | 14 | 0.07 |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | | | |
| Total VII | | | | | | |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | | | |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | | | |
| Total VIII | | | | | | |
| 4. Résultat exceptionnel (VII-VIII) | | | | | | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | | | | |
| Total des produits (I+III+V+VII) | | 129 759 | | 130 606 | 847 | 0.65 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X) | | 109 042 | | 109 902 | 860 | 0.78 |
| 5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges) | | 20 717 | | 20 703 | 14 | 0.07 |

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Mission de présentation - Voir l'attestation d'Expert Comptable

e N
J B

DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---|---------------|---------------|---------------|--------|
| | 31/12/2017 12 | 31/12/2016 12 | Euros | % |
| CONCESSIONS, BREVETS ET DROITS SIMILAIRES | | | | |
| 20500000 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIR | | 749 | 749 | 100.00 |
| 28050000 AMORT CONCESSIONS DROITS SIMIL | | 749 | 749 | 100.00 |
| FONDS COMMERCIAL | 106 714 | 106 714 | | |
| 20700000 FONDS COMMERCIAL | 106 714 | 106 714 | | |
| INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS | | | | |
| 21540000 MATERIEL INDUSTRIEL | | 745 | 745 | 100.00 |
| 28154000 AMORT MATERIELS INDUSTRIELS | | 745 | 745 | 100.00 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 4 195 | 5 528 | 1 333 | 24.11 |
| 21810000 INSTALL. GENE. AGENCEMENTS | 6 389 | 6 389 | | |
| 21830000 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMAT | | 501 | 501 | 100.00 |
| 21840000 MOBILIERS | 16 019 | 16 019 | | |
| 28181000 AMORTISSEMENTS AGENCEMENTS | 5 839 | 5 676 | 163 | 2.86 |
| 28183000 AMORT MATERIEL BUREAU INFORMAT | | 501 | 501 | 100.00 |
| 28184000 AMORTISSEMENTS MOBILIERS | 12 374 | 11 204 | 1 170 | 10.44 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 2 000 | 2 000 | | |
| 27500000 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSE | 2 000 | 2 000 | | |
| Total II | 112 910 | 114 242 | 1 333 | 1.17 |
| MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS | 1 593 | 1 561 | 33 | 2.09 |
| 31100000 STOCK MAT 1ère | 1 593 | 1 561 | 33 | 2.09 |
| MARCHANDISES | 975 | 1 121 | 146 | 12.99 |
| 37100000 STOCK VENTES | 975 | 1 121 | 146 | 12.99 |
| AUTRES CREANCES | 884 | 452 | 431 | 95.39 |
| 40100000 FOURNISSEURS | 217 | 143 | 73 | 51.20 |
| 44562000 TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOS | 88 | 88 | | |
| 44586000 ETAT TVA S/FNP | 580 | 221 | 358 | 161.69 |
| DISPONIBILITES | 17 927 | 8 445 | 9 482 | 112.28 |
| 51200000 CAISSE D EPARGNE | 17 897 | 8 415 | 9 482 | 112.68 |
| 53000000 CAISSE | 30 | 30 | | |
| Total III | 21 380 | 11 579 | 9 801 | 84.64 |
| TOTAL GENERAL | 134 289 | 125 821 | 8 468 | 6.73 |

DETAIL BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---|---------------|---------------|---------------|--------|
| | 31/12/2017 12 | 31/12/2016 12 | Euros | % |
| CAPITAL | 80 981 | 69 921 | 11 060 | 15.82 |
| 10810000 COMPTE DE L EXPLOITANT | 80 981 | 69 921 | 11 060 | 15.82 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte) | 20 717 | 20 703 | 14 | 0.07 |
| Total I | 101 697 | 90 624 | 11 073 | 12.22 |
| EMPRUNTS AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 12 146 | 8 680 | 3 466 | 39.93 |
| 16420000 EMPRUNT 10 000 € | 6 723 | | 6 723 | |
| 16460000 EMPRUNT 10K€ CE | 5 423 | 8 680 | 3 257 | 37.52 |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | 3 108 | 3 429 | 321 | 9.37 |
| 40100000 FOURNISSEURS | 1 296 | 3 429 | 2 133 | 62.21 |
| 40810000 FNP | 1 812 | | 1 812 | |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 17 338 | 23 088 | 5 750 | 24.90 |
| 42100000 SALAIRES NETS | 2 507 | 4 886 | 2 379 | 48.69 |
| 42820000 DETTES PROV CP | 4 087 | 3 496 | 592 | 16.92 |
| 43100000 URSSAF | 2 859 | 6 226 | 3 367 | 54.08 |
| 43720000 MUTUELLE OCIANE | 1 692 | 2 534 | 842 | 33.21 |
| 43730000 RETRAITE | 975 | 1 475 | 500 | 33.88 |
| 43820000 CHARGES SOCIALES S/CP | 816 | 819 | 3 | 0.34 |
| 44551000 TVA A DECAISSER | 1 482 | 1 723 | 241 | 13.99 |
| 44566000 TVA DEDUCTIBLE | 266 | 86 | 180 | 210.31 |
| 44571200 TVA COLLECTEE 20% | 16 | | 16 | |
| 44860000 AUTRES CHARGES A PAYER | 2 637 | 1 843 | 794 | 43.08 |
| Total IV | 32 592 | 35 197 | 2 605 | 7.40 |
| TOTAL GENERAL | 134 289 | 125 821 | 8 468 | 6.73 |

CM
53

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---|---------------|---------------|---------------|--------|
| | 31/12/2017 12 | 31/12/2016 12 | Euros | % |
| VENTES DE MARCHANDISES | 3 519 | 5 709 | 2 190 | 38,35 |
| 70710000 VENTES DE MARCHANDISES | 3 519 | 5 709 | 2 190 | 38,35 |
| PRODUCTION VENDUE DE SERVICES | 100 919 | 110 278 | 9 358 | 8,49 |
| 70600000 PRESTATIONS DE SERVICES | 100 919 | 110 278 | 9 358 | 8,49 |
| Chiffre d'affaires NET | 104 439 | 115 987 | 11 548 | 9,96 |
| SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 587 | 6 719 | 6 131 | 91,26 |
| 74000000 SUBVENTIONS | 587 | 6 719 | 6 131 | 91,26 |
| REPRISES SUR DEPRECIATIONS, PROV. (ET AMORT.), TRANSF. DE CHARGES | 24 727 | 7 662 | 17 064 | 222,71 |
| 79100000 TRANSFERT DE CHARGES | 24 727 | 7 662 | 17 064 | 222,71 |
| AUTRES PRODUITS | 6 | 238 | 232 | 97,46 |
| 75800000 PRODUITS DIVERS GESTION COURAN | 6 | 238 | 232 | 97,46 |
| Total des Produits d'exploitation | 129 759 | 130 606 | 847 | 0,65 |
| ACHATS DE MARCHANDISES | 1 376 | 2 633 | 1 257 | 47,75 |
| 60710000 ACHATS DIVERS | 352 | 260 | 92 | 35,24 |
| 60711000 ACHATS L'OREAL | 1 024 | 2 373 | 1 349 | 56,86 |
| VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES) | 146 | 139 | 285 | 204,37 |
| 60370000 VARIAT° STOCK MARCHANDISES | 146 | 139 | 285 | 204,37 |
| ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS | 7 670 | 7 993 | 322 | 4,03 |
| 60100000 ACHATS STOCKES MAT 1ère | 7 670 | 7 993 | 322 | 4,03 |
| VARIATION DE STOCK (MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEM.) | 33 | 154 | 187 | 121,20 |
| 60310000 VARIAT° STOCK MAT 1ères | 33 | 154 | 187 | 121,20 |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 27 975 | 26 834 | 1 141 | 4,25 |
| 60610000 FOURNITURES NON STOC EAU ENERG | 1 416 | 1 978 | 562 | 28,42 |
| 60630000 PETIT EQUIPEMENT | 920 | 1 722 | 801 | 46,55 |
| 60640000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 99 | 385 | 287 | 74,37 |
| 61320000 LOCATIONS IMMOBILIERES | 12 457 | 12 468 | 11 | 0,09 |
| 61351000 LOCATION TPE | 204 | 204 | | |
| 61400000 CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIE | 667 | 540 | 127 | 23,44 |
| 61510000 PRODUITS ENTRETIEN | 98 | 484 | 386 | 79,74 |
| 61520000 ENTRETIEN SUR BIENS IMMOBILIER | 785 | 288 | 496 | 172,12 |
| 61550000 ENTRETIEN SUR BIENS MOBILIER | 169 | 214 | 45 | 20,82 |
| 61610000 ASSURANCE MULTIRISQUE | 733 | 713 | 20 | 2,78 |
| 61660000 ASSURANCE SUR EMPRUNT | 101 | 84 | 17 | 20,86 |
| 61810000 DOCUMENTATION GENERALE | 359 | 270 | 90 | 33,33 |
| 62260000 HONORAIRES COMPTA | 2 185 | 2 255 | 70 | 3,10 |
| 62261000 HONORAIRES DIVERS | 2 800 | 197 | 2 603 | NS |
| 62300000 PUBLICITE RELATION PUBLIQUE | 448 | 668 | 220 | 32,97 |
| 62340000 CADEAUX A LA CLIENTELE | | 173 | 173 | 100,00 |
| 62341000 FLEURS | 193 | 131 | 62 | 47,19 |
| 62500000 DEPLACEMENTS MISSIONS RECEPTIO | 1 733 | 1 729 | 4 | 0,25 |
| 62610000 TELEPHONE | 1 069 | 897 | 173 | 19,24 |
| 62620000 FRAIS POSTAUX | 22 | 11 | 11 | 99,91 |
| 62700000 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILE | 798 | 632 | 166 | 26,28 |
| 62711000 COMMISSIONS CB | 719 | 792 | 72 | 9,15 |

CM
JB

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/12/2017 | 12 | 31/12/2016 | 12 | Euros | % |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 3 481 | | 3 424 | | 57 | 1.66 |
| 63120000 TAXE D'APPRENTISSAGE | 293 | | 91 | | 202 | 220.72 |
| 63330000 FPC | 445 | | 369 | | 76 | 20.56 |
| 63511000 CFE | 853 | | 865 | | 12 | 1.39 |
| 63580000 AUTRES DROITS | 335 | | 328 | | 7 | 2.16 |
| 63781000 CSG DEDUCTIBLE | 1 555 | | 1 771 | | 216 | 12.20 |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 44 214 | | 43 065 | | 1 149 | 2.67 |
| 64110000 SALAIRES | 43 622 | | 43 969 | | 347 | 0.79 |
| 64120000 CONGES PAYES | 592 | | 1 847 | | 2 439 | 132.02 |
| 64140000 INDEMNITE DIVERSES | | | 943 | | 943 | 100.00 |
| CHARGES SOCIALES | 22 293 | | 24 325 | | 2 032 | 8.35 |
| 64510000 URSSAF | 3 013 | | 7 023 | | 4 010 | 57.10 |
| 64520000 MUTUELLE OCIA NE | 953 | | 1 167 | | 214 | 18.30 |
| 64530000 RETRAITE | 2 441 | | 2 489 | | 47 | 1.90 |
| 64540000 POLE EMPLOI | 1 784 | | 1 790 | | 6 | 0.35 |
| 64580000 COTISATIONS AUX AUTRES ORGANIS | 3 | | 785 | | 782 | 99.64 |
| 64620000 RSI MALADIE TNS | 8 472 | | 8 359 | | 113 | 1.35 |
| 64650000 COT LOI MADELIN | 5 323 | | 4 052 | | 1 270 | 31.35 |
| 64750000 MEDECINE DU TRAVAIL | 310 | | 230 | | 81 | 35.08 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS | 1 333 | | 1 135 | | 198 | 17.44 |
| 68112000 DOTAT° AMORT IMMO CORPORELLES | 1 333 | | 1 135 | | 198 | 17.44 |
| AUTRES CHARGES | 61 | | 17 | | 44 | 257.41 |
| 65800000 CHARGES DIVERSES GESTION COURA | 61 | | 17 | | 44 | 257.41 |
| Total des Charges d'exploitation | 108 515 | | 109 440 | | 925 | 0.84 |
| Résultat d'exploitation | 21 244 | | 21 166 | | 78 | 0.37 |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | 527 | | 463 | | 64 | 13.86 |
| 66116000 INTERETS DES EMPRUNTS | 439 | | 200 | | 239 | 119.32 |
| 66160000 INTERETS S/OPERAT° BANCAIRES | 88 | | 263 | | 174 | 66.42 |
| Total des Charges financières | 527 | | 463 | | 64 | 13.86 |
| Résultat financier | 527 | | 463 | | 64 | 13.86 |
| Résultat courant avant impôts | 20 717 | | 20 703 | | 14 | 0.07 |
| Total des produits | 129 759 | | 130 606 | | 847 | 0.65 |
| Total des charges | 109 042 | | 109 902 | | 860 | 0.78 |
| Bénéfice ou perte (Produits - Charges) | 20 717 | | 20 703 | | 14 | 0.07 |

CN
SB

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|--------|--------------|--------|---------------|--------|
| | 31/12/2017 | 12 | 31/12/2016 | 12 | Euros | % |
| Ventes marchandises + Production | 104 439 | 100.00 | 115 987 | 100.00 | 11 548 | 9.96 |
| + Ventes de marchandises | 3 519 | 100.00 | 5 709 | 100.00 | 2 190 | 38.35 |
| - Coût d'achat des marchandises vendues | 1 521 | 43.23 | 2 494 | 43.68 | 972 | 38.99 |
| Marge commerciale | 1 998 | 56.77 | 3 215 | 56.32 | 1 217 | 37.86 |
| + Production vendue | 100 919 | 100.00 | 110 278 | 100.00 | 9 358 | 8.49 |
| + Production stockée ou déstockage | | | | | | |
| + Production immobilisée | | | | | | |
| Production de l'exercice | 100 919 | 100.00 | 110 278 | 100.00 | 9 358 | 8.49 |
| - Matières premières, approvisionnements consommés | 7 638 | 7.57 | 8 147 | 7.39 | 509 | 6.25 |
| - Sous traitance directe | | | | | | |
| Marge brute de production | 93 281 | 92.43 | 102 131 | 92.61 | 8 850 | 8.66 |
| Marge brute globale | 95 279 | 91.23 | 105 346 | 90.83 | 10 067 | 9.56 |
| - Autres achats + charges externes | 27 975 | 26.79 | 26 834 | 23.14 | 1 141 | 4.25 |
| Valeur ajoutée | 67 304 | 64.44 | 78 513 | 67.69 | 11 208 | 14.28 |
| + Subventions d'exploitation | 587 | 0.56 | 6 719 | 5.79 | 6 131 | 91.26 |
| - Impôts, taxes et versements assimilés | 3 481 | 3.33 | 3 424 | 2.95 | 57 | 1.66 |
| - Salaires du personnel | 44 214 | 42.33 | 43 065 | 37.13 | 1 149 | 2.67 |
| - Charges sociales du personnel | 8 498 | 8.14 | 11 914 | 10.27 | 3 415 | 28.67 |
| - Charges de l'exploitant | 13 795 | 13.21 | 12 411 | 10.70 | 1 383 | 11.15 |
| Excédent brut d'exploitation | 2 096 | 2.01 | 14 417 | 12.43 | 16 513 | 114.54 |
| + Autres produits de gestion courante | 6 | 0.01 | 238 | 0.21 | 232 | 97.46 |
| - Autres charges de gestion courante | 61 | 0.06 | 17 | 0.01 | 44 | 257.41 |
| + Reprises amortissements provisions, transferts de charges | 24 727 | 23.68 | 7 662 | 6.61 | 17 064 | 222.71 |
| - Dotations aux amortissements | 1 333 | 1.28 | 1 135 | 0.98 | 198 | 17.44 |
| - Dotations aux provisions | | | | | | |
| Résultat d'exploitation | 21 244 | 20.34 | 21 166 | 18.25 | 78 | 0.37 |
| + Quotes parts de résultat sur opérations en commun | | | | | | |
| + Produits financiers | | | | | | |
| - Charges financières | 527 | 0.50 | 463 | 0.40 | 64 | 13.86 |
| Résultat courant | 20 717 | 19.84 | 20 703 | 17.85 | 14 | 0.07 |
| + Produits exceptionnels | | | | | | |
| - Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Résultat exceptionnel | | | | | | |
| - Impôt sur les bénéfices | | | | | | |
| - Participation des salariés | | | | | | |
| Résultat NET | 20 717 | 19.84 | 20 703 | 17.85 | 14 | 0.07 |

JBCN

DETAIL SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

| | Exercice N 31/12/2017 12 | % CA | Exercice N-1 31/12/2016 12 | % CA | Ecart N / N-1 | |
|--|-----------------------------|---------|-------------------------------|---------|---------------|--------|
| | | | | | Euros | % |
| VENTES DE MARCHANDISES + PRODUCTION | 104 439 | 100.00 | 115 987 | 100.00 | 11 548 | 9.96 |
| VENTES DE MARCHANDISES | 3 519 | 100.00 | 5 709 | 100.00 | 2 190 | 38.35 |
| 70710000 VENTES DE MARCHANDISES | 3 519 | 100.00 | 5 709 | 100.00 | 2 190 | 38.35 |
| COUT D'ACHAT DES MARCHANDISES VENDUES | 1 521 | 43.23 | 2 494 | 43.68 | 972 | 38.99 |
| 60370000 VARIAT° STOCK MARCHANDISES | 146 | 4.14 | 139 | 2.44 | 285 | 204.37 |
| 60710000 ACHATS DIVERS | 352 | 10.01 | 260 | 4.56 | 92 | 35.24 |
| 60711000 ACHATS L'OREAL | 1 024 | 29.08 | 2 373 | 41.56 | 1 349 | 56.86 |
| MARGE COMMERCIALE | 1 998 | 56.77 | 3 215 | 56.32 | 1 217 | 37.86 |
| PRODUCTION VENDUE | 100 919 | 100.00 | 110 278 | 100.00 | 9 358 | 8.49 |
| 70600000 PRESTATIONS DE SERVICES | 100 919 | 100.00 | 110 278 | 100.00 | 9 358 | 8.49 |
| PRODUCTION DE L'EXERCICE | 100 919 | 100.00 | 110 278 | 100.00 | 9 358 | 8.49 |
| MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES | 7 638 | 7.57 | 8 147 | 7.39 | 509 | 6.25 |
| 60100000 ACHATS STOCKES MAT 1ère | 7 670 | 7.60 | 7 993 | 7.25 | 322 | 4.03 |
| 60310000 VARIAT° STOCK MAT 1ères | 33 | 0.03 | 154 | 0.14 | 187 | 121.20 |
| MARGE BRUTE DE PRODUCTION | 93 281 | 92.43 | 102 131 | 92.61 | 8 850 | 8.66 |
| MARGE BRUTE GLOBALE | 95 279 | 91.23 | 105 346 | 90.83 | 10 067 | 9.56 |
| AUTRES ACHATS + CHARGES EXTERNES | 27 975 | 26.79 | 26 834 | 23.14 | 1 141 | 4.25 |
| 60610000 FOURNITURES NON STOC EAU ENERG | 1 416 | 1.36 | 1 978 | 1.70 | 562 | 28.42 |
| 60630000 PETIT EQUIPEMENT | 920 | 0.88 | 1 722 | 1.48 | 801 | 46.55 |
| 60640000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 99 | 0.09 | 385 | 0.33 | 287 | 74.37 |
| 61320000 LOCATIONS IMMOBILIERES | 12 457 | 11.93 | 12 468 | 10.75 | 11 | 0.09 |
| 61351000 LOCATION TPE | 204 | 0.20 | 204 | 0.18 | | |
| 61400000 CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIE | 667 | 0.64 | 540 | 0.47 | 127 | 23.44 |
| 61510000 PRODUITS ENTRETIEN | 98 | 0.09 | 484 | 0.42 | 386 | 79.74 |
| 61520000 ENTRETIEN SUR BIENS IMMOBILIER | 785 | 0.75 | 288 | 0.25 | 496 | 172.12 |
| 61550000 ENTRETIEN SUR BIENS MOBILIER | 169 | 0.16 | 214 | 0.18 | 45 | 20.82 |
| 61610000 ASSURANCE MULTIRISQUE | 733 | 0.70 | 713 | 0.61 | 20 | 2.78 |
| 61660000 ASSURANCE SUR EMPRUNT | 101 | 0.10 | 84 | 0.07 | 17 | 20.86 |
| 61810000 DOCUMENTATION GENERALE | 359 | 0.34 | 270 | 0.23 | 90 | 33.33 |
| 62260000 HONORAIRES COMPTA | 2 185 | 2.09 | 2 255 | 1.94 | 70 | 3.10 |
| 62261000 HONORAIRES DIVERS | 2 800 | 2.68 | 197 | 0.17 | 2 603 | NS |
| 62300000 PUBLICITE RELATION PUBLIQUE | 448 | 0.43 | 668 | 0.58 | 220 | 32.97 |
| 62340000 CADEAUX A LA CLIENTELE | | | 173 | 0.15 | 173 | 100.00 |
| 62341000 FLEURS | 193 | 0.18 | 131 | 0.11 | 62 | 47.19 |
| 62500000 DEPLACEMENTS MISSIONS RECEPTIO | 1 733 | 1.66 | 1 729 | 1.49 | 4 | 0.25 |
| 62610000 TELEPHONE | 1 069 | 1.02 | 897 | 0.77 | 173 | 19.24 |
| 62620000 FRAIS POSTAUX | 22 | 0.02 | 11 | 0.01 | 11 | 99.91 |
| 62700000 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILE | 798 | 0.76 | 632 | 0.54 | 166 | 26.28 |
| 62711000 COMMISSIONS CB | 719 | 0.69 | 792 | 0.68 | 72 | 9.15 |
| VALEUR AJOUTEE | 67 304 | 64.44 | 78 513 | 67.69 | 11 208 | 14.28 |

DETAIL SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|-------|--------------|-------|---------------|--------|
| | 31/12/2017 | % CA | 31/12/2016 | % CA | Euros | % |
| SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 587 | 0.56 | 6 719 | 5.79 | 6 131 | 91.26 |
| 74000000 SUBVENTIONS | 587 | 0.56 | 6 719 | 5.79 | 6 131 | 91.26 |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 3 481 | 3.33 | 3 424 | 2.95 | 57 | 1.66 |
| 63120000 TAXE D'APPRENTISSAGE | 293 | 0.28 | 91 | 0.08 | 202 | 220.72 |
| 63330000 FPC | 445 | 0.43 | 369 | 0.32 | 76 | 20.56 |
| 63511000 CFE | 853 | 0.82 | 865 | 0.75 | 12 | 1.39 |
| 63580000 AUTRES DROITS | 335 | 0.32 | 328 | 0.28 | 7 | 2.16 |
| 63781000 CSG DEDUCTIBLE | 1 555 | 1.49 | 1 771 | 1.53 | 216 | 12.20 |
| SALAIRES DU PERSONNEL | 44 214 | 42.33 | 43 065 | 37.13 | 1 149 | 2.67 |
| 64110000 SALAIRES | 43 622 | 41.77 | 43 969 | 37.91 | 347 | 0.79 |
| 64120000 CONGES PAYES | 592 | 0.57 | 1 847 | 1.59 | 2 439 | 132.02 |
| 64140000 INDEMNITE DIVERSES | | | 943 | 0.81 | 943 | 100.00 |
| CHARGES SOCIALES DU PERSONNEL | 8 498 | 8.14 | 11 914 | 10.27 | 3 415 | 28.67 |
| 64510000 URSSAF | 3 013 | 2.88 | 7 023 | 6.06 | 4 010 | 57.10 |
| 64520000 MUTUELLE OCIANE | 953 | 0.91 | 1 167 | 1.01 | 214 | 18.30 |
| 64530000 RETRAITE | 2 441 | 2.34 | 2 489 | 2.15 | 47 | 1.90 |
| 64540000 POLE EMPLOI | 1 784 | 1.71 | 1 790 | 1.54 | 6 | 0.35 |
| 64580000 COTISATIONS AUX AUTRES ORGANIS | 3 | 0.00 | 785 | 0.68 | 782 | 99.64 |
| 64750000 MEDECINE DU TRAVAIL | 310 | 0.30 | 230 | 0.20 | 81 | 35.08 |
| CHARGES DE L'EXPLOITANT | 13 795 | 13.21 | 12 411 | 10.70 | 1 383 | 11.15 |
| 64620000 RSI MALADIE TNS | 8 472 | 8.11 | 8 359 | 7.21 | 113 | 1.35 |
| 64650000 COT LOI MADELIN | 5 323 | 5.10 | 4 052 | 3.49 | 1 270 | 31.35 |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | 2 096 | 2.01 | 14 417 | 12.43 | 16 513 | 114.54 |
| AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 6 | 0.01 | 238 | 0.21 | 232 | 97.46 |
| 75800000 PRODUITS DIVERS GESTION COURAN | 6 | 0.01 | 238 | 0.21 | 232 | 97.46 |
| AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 61 | 0.06 | 17 | 0.01 | 44 | 257.41 |
| 65800000 CHARGES DIVERSES GESTION COURA | 61 | 0.06 | 17 | 0.01 | 44 | 257.41 |
| REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES | 24 727 | 23.68 | 7 662 | 6.61 | 17 064 | 222.71 |
| 79100000 TRANSFERT DE CHARGES | 24 727 | 23.68 | 7 662 | 6.61 | 17 064 | 222.71 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 1 333 | 1.28 | 1 135 | 0.98 | 198 | 17.44 |
| 68112000 DOTAT° AMORT IMMO CORPORELLES | 1 333 | 1.28 | 1 135 | 0.98 | 198 | 17.44 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 21 244 | 20.34 | 21 166 | 18.25 | 78 | 0.37 |
| CHARGES FINANCIERES | 527 | 0.50 | 463 | 0.40 | 64 | 13.86 |
| 66116000 INTERETS DES EMPRUNTS | 439 | 0.42 | 200 | 0.17 | 239 | 119.32 |
| 66160000 INTERETS S/OPERAT° BANCAIRES | 88 | 0.08 | 263 | 0.23 | 174 | 66.42 |
| RESULTAT COURANT | 20 717 | 19.84 | 20 703 | 17.85 | 14 | 0.07 |
| RESULTAT NET | 20 717 | 19.84 | 20 703 | 17.85 | 14 | 0.07 |

JB CN

ANNEXE

SOMMAIRE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES

| | page |
|--------------------------------------|------|
| Principes et conventions générales | 13 |
| Permanence ou changement de méthodes | 13 |

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

| | |
|---|----|
| Etat des immobilisations | 14 |
| Etat des provisions | 14 |
| Etat des échéances des créances et des dettes | 14 |
| Charges à payer | 15 |

NA = Non Applicable NS = Non significative

JB CW

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

JB CN

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat des immobilisations

| | Valeur brute début d'exercice | Augmentations | |
|--|-------------------------------------|---------------|--------------|
| | | Réévaluations | Acquisitions |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 107 463 | | |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 745 | | |
| Installations générales agencements aménagements divers | 6 389 | | |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 16 520 | | |
| TOTAL | 23 654 | | |
| Prêts, autres immobilisations financières | 2 000 | | |
| TOTAL | 2 000 | | |
| TOTAL GENERAL | 133 118 | | |

| | Diminutions | | Valeur brute en fin d'exercice | Réévaluation Valeur d'origine fin exercice |
|--|---------------|--------------|--------------------------------------|--|
| | Poste à Poste | Cessions | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | 749 | 106 714 | 106 714 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | | 745 | | |
| Installations générales agencements aménagements divers | | | 6 389 | 6 389 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | | 501 | 16 019 | 16 019 |
| TOTAL | | 1 246 | 22 408 | 22 408 |
| Prêts, autres immobilisations financières | | | 2 000 | 2 000 |
| TOTAL | | | 2 000 | 2 000 |
| TOTAL GENERAL | | 1 995 | 131 122 | 131 122 |

Etat des provisions

Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|------------------------------------|--------------|----------------|---------------|
| Autres immobilisations financières | 2 000 | 2 000 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 667 | 667 | |
| Débiteurs divers | 217 | 217 | |
| TOTAL | 2 884 | 2 884 | |

JBCM

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|--|---------------|----------------|--------------|-----------------|
| Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine | 12 146 | 12 146 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 3 108 | 3 108 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 6 594 | 6 594 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 6 344 | 6 344 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 1 764 | 1 764 | | |
| Autres impôts taxes et assimilés | 2 637 | 2 637 | | |
| TOTAL | 32 592 | 32 592 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 10 540 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 7 074 | | | |

Charges à payer

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|--------------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 812 |
| Dettes fiscales et sociales | 7 540 |
| Total | 9 352 |

JB CN



Formulaire obligatoire
(art.53A ou 302 septies A bis
du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LE REVENU
Bénéfices industriels et commerciaux

Timbre à date du service

Exercice ouvert le 01/01/2017 et clos le 31/12/2017

Régime "simplifié d'imposition" ou "réel normal"
 Option pour la comptabilité super-simplifiée TVA
 Option pour le régime optionnel de taxation au tonnage (cocher la ou les cases correspondantes)

A IDENTIFICATION

Identification du destinataire : Madame NORMAND CLAUDE
 BEAUTE 2000 DIFFUSION
 228 Boulevard de la République
 33510 ANDERNOS LES BAINS

Préciser : l'ancienne adresse en cas de changement :
 le téléphone : 05-56-82-23-40

| | | |
|------------------|----------------------|----------------------------|
| 651 Insp./IFU | 332060 N° dossier | 49436844200013 N° Siret |
|------------------|----------------------|----------------------------|

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du domicile de l'exploitant si elle est différente de l'adresse de la direction de l'entreprise :

B DIVERS

Activités exercées (souligner l'activité principale)
 COIFFURE

Personne inscrite au répertoire des métiers (cocher la case)

C RECAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (voir renvois page 4)

| | Col. 1 | Col. 2 |
|--|--------|--------|
| 1 Résultat fiscal Bénéfice col. 1, Déficit col. 2 (report XN ou XO du 2058 A ou 370 ou 372 du 2033 B) | 20 717 | |
| 2 Revenus de valeurs et capitaux mobiliers (compris dans les résultats ci-dessus) | | |
| - Revenus exonérés de l'impôt sur le revenu | | |
| à déduire : quote-part des frais et charges correspondants | | |
| revenus nets exonérés (a - b) | | |
| - Revenus soumis à l'impôt sur le revenu | | |
| 3 Total | 20 717 | |
| 4 Bénéfice imposable (col. 1 - col. 2) ou Déficit déductible (col. 2 - col. 1) | 20 717 | |

4bis Revenus compris dans le bénéfice imposable mais exclus de l'assiette de l'acompte du prélèvement à la source (art. 204G du CGI)

Subventions d'équipement, indemnités d'assurance compensant la perte d'un élément de l'actif immobilisé, produit et recettes ayant la nature de plus-values définies à l'article 39 duodecies : c

Charges ou dépenses ayant la nature de moins-values définies à l'article 39 duodecies : f

5 Plus-values taxées selon les règles prévues pour les particuliers

à court terme et à long terme exonérées : e

à long terme différée de 2 ans (art. 39 quindecies I-1 du CGI) : f

à long terme imposables aux taux de 16 % : g

dont plus-values à long terme exonérées (art. 151 septies A du CGI) : h

6 Exonérations et Abattements

Entreprise nouvelle art. 44 sexies ZRR art. 44 quindecies Autres dispositifs

ZFU art. 44 octies et 44 octies A Zone franche d'activités Jeune entreprise (JEI) Zone de restructuration de la défense (art 44 terdecies)

Crédit d'impôt outre-mer dans le secteur productif, art. 244 quater W Crédit d'impôt outre-mer dans le secteur du logement social, art. 244 quater X

Exonération ou abattement pratique sur les plus-values à long terme imposables au taux de 16 % : i

sur le bénéfice : j

7 BIC non professionnels (2031 Bis-SD) a - BÉNÉFICE : k b - DÉFICIT : l c - PLUS-VALUE : m

8 Régime des sociétés de personnes

Cadre réservé aux sociétés de personnes dont les associés sont des personnes morales soumises à l'impôt sur les revenus et d'autres à l'impôt sur les sociétés.

Résultat fiscal issu du mode de calcul de l'impôt sur les sociétés : n

ATTENTION: toutes les entreprises soumises à un régime réel d'imposition en matière de résultats ont l'obligation de déposer leur déclaration de résultats et ses annexes par voie dématérialisée

Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration prévue par l'article 1738 du code général des impôts. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr.

La notice 2033-NOT-SD est accessible sur le site www.impots.gouv.fr dans la rubrique «Recherche de formulaires».

CGA Viseur conventionné

Nom, adresse, téléphone, télécopie : ACTUALYS 64200 BIARRITZ 67 AVENUE DU MARECHAL JUIN

- Professionnel de l'expertise comptable :
 - Conseil :
 - C.G.A. : CGA 47 2 PLACE DU MARECHAL FOCH
 - N° d'agrément du CGA : 101470 47007 AGEN CEDEX

A ANDERNOS LES BAINS, le 12/02/2018
 Signature et qualité du déclarant : CLAUDE NORMAND

JBCN

Le dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent le droit des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

D RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET DES DÉFICITS DES SOCIÉTÉS (voir notice)

Ce cadre ne concerne que les sociétés en nom collectif et assimilées, les sociétés en commandite simple, les sociétés en participation et les sociétés créées de fait qui n'ont pas opté pour le régime fiscal des sociétés de capitaux, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite simple de caractère familial ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes, ainsi que les groupements d'intérêt économique et les sociétés de copropriétaires de navires. (art. 48-1 et 48-2 ann. III au CGI).
(Si ce cadre est insuffisant, joindre à la présente déclaration un état du même modèle)

| Identification, adresse, qualité (associé, associé-gérant, etc.) des associés, personnes physiques ou morales 1 | BIC "B" ou BIC non professionnels "M" 2 | Quote-part du bénéfice ou du déficit à prendre en considération pour le calcul de la base d'imposition à l'impôt sur le revenu ou, éventuellement à l'impôt sur les sociétés 3 | Quote-part des plus-values imposables au taux réduit 4 |
|---|---|--|--|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Sociétés en commandite simple - Montant des bénéfices distribués aux commanditaires au cours de l'année _____

E RELEVÉ DE CERTAINS FRAIS GÉNÉRAUX

Cette rubrique ne concerne que les entreprises individuelles, elle doit être remplie lorsque ces frais excèdent, par exercice : 3 000 € pour les cadeaux ou 6 100 € pour les frais de réception.

| Les autres entreprises doivent utiliser le cas échéant le relevé de frais généraux n° 2067. | Exercice |
|--|----------|
| Montant des : - Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 65 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises). - Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement. | |
| | |

F DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

G CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

| | | |
|----------------------|--|--------|
| RÉMUNÉRATIONS | Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les D.A.D.S. et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur la DADS 1 ou modèle 2460 de 2014, montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 18 A. Ils doivent être, le cas échéant, majorés des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 20 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés. | 43 132 |
| | Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages | |
| | Montant des prélèvements financiers effectués à titre personnel au cours de l'exercice (*) | |
| | Montant des apports en capital ou des versements en compte courant faits au cours de l'exercice (*) | |

PLUS-VALUES ACQUISES EN FRANCHISE D'IMPÔT

Cette rubrique concerne les entreprises qui optent pour le régime simplifié d'imposition et qui entendent se placer sous le régime d'exonération des plus-values. En exerçant pour la première fois l'option pour le régime simplifié elles peuvent déterminer, en franchise d'impôt, les plus-values acquises à la date de prise d'effet de cette option pour les éléments non amortissables de leur actif immobilisé.
Dans cette hypothèse, il conviendra de joindre à la déclaration 2031 une note rédigée sur papier libre portant indication détaillée de la nature et de la valeur des éléments non amortissables réévalués et de la méthode de réévaluation.

| Nature des immobilisations non amortissables | Valeur réévaluée | Prix d'acquisition | Plus-value |
|--|------------------|--------------------|------------|
| | | | |

Il convient de reporter chaque année le montant de la plus-value acquise en franchise d'impôt.

H BIC NON PROFESSIONNELS

Détermination du résultat de l'exercice

| | Bénéfice | Déficit | Plus-value |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Locations meublées non professionnelles ou membres non professionnels de copropriétés de cheval de course ou d'étalon | | | |
| Autres BIC non professionnels | | | |
| Résultat avant imputation des déficits antérieurs | à reporter case 7a | à reporter case 7b | à reporter case 7c |

JACN

Désignation de l'entreprise Madame NORMAND CLAUDE Néant *

Adresse de l'entreprise 228 Boulevard de la République 33510 ANDERNOS LES BAINS

Numéro SIRET * 4 9 4 3 6 8 4 4 2 0 0 0 1 3

Durée de l'exercice en nombre de mois * 1 2 Durée de l'exercice précédent * 1 2

| | | | | Exercice N clos le | | Exercice N-1 clos le | | |
|---------------------------|--|-------------------------------|-----------------------------|--------------------|---------------|----------------------|----------------|----------------|
| | | | | 3 1 1 2 2 0 1 7 | | 3 1 1 2 2 0 1 6 | | |
| ACTIF | | Brut | Amortissements - Provisions | Net | Net | | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | Immobilisations incorporelles | 010 | 106 714 | 012 | 106 714 | 106 714 | | |
| | Fonds commercial * | | | | | | | |
| | Autres * | 014 | | 016 | | | | |
| | Immobilisations corporelles * | 028 | 22 408 | 030 | 18 213 | 4 195 | 5 528 | |
| | Immobilisations financières * (1) | 040 | 2 000 | 042 | | 2 000 | 2 000 | |
| | Total I (5) | 044 | 131 122 | 048 | 18 213 | 112 910 | 114 242 | |
| STOCKS ACTIF CIRCULANT | Matières premières, approvisionnements, en cours de production * | 050 | 1 593 | 052 | | 1 593 | 1 561 | |
| | Marchandises * | 060 | 975 | 062 | | 975 | 1 121 | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | 064 | | 066 | | | | |
| | Créances (2) | Clients et comptes rattachés* | 068 | | 070 | | | |
| | | Autres * (3) | 072 | 884 | 074 | | 884 | 452 |
| | Valeurs mobilières de placement | 080 | | 082 | | | | |
| | Disponibilités | 084 | 17 927 | 086 | | 17 927 | 8 445 | |
| | Charges constatées d'avance * | 092 | | 094 | | | | |
| | | Total II | 096 | 21 380 | 098 | | 21 380 | 11 579 |
| | | Total général (I+II) | 110 | 152 502 | 112 | 18 213 | 134 289 | 125 821 |

| PASSIF | | Exercice N NET | | Exercice N-1 NET | | |
|------------------|--|---|-----------------|------------------|----------------|---------------|
| | | 1 | | 2 | | |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel * | 120 | 80 981 | | 69 921 | |
| | Ecart de réévaluation | 124 | | | | |
| | Réserve légale | 126 | | | | |
| | Réserves réglementées* | 130 | | | | |
| | Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * <u>131</u>) | 132 | | | | |
| | Report à nouveau | 134 | | | | |
| | Résultat de l'exercice | 136 | 20 717 | | 20 703 | |
| | Provisions réglementées | 140 | | | | |
| | | Total I | 142 | 101 697 | | 90 624 |
| | | Provisions pour risques et charges | Total II | 154 | | |
| DETTES (4) | Emprunts et dettes assimilées | 156 | 12 146 | | 8 680 | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 164 | | | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés * | 166 | 3 108 | | 3 429 | |
| | Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N : <u>169</u>) | 172 | 17 338 | | 23 088 | |
| | Produits constatés d'avance | 174 | | | | |
| | | Total III | 176 | 32 592 | | 35 197 |
| | Total général (I + II + III) | 180 | 134 289 | | 125 821 | |

| | | | | | | |
|------------|--|-----|--|---|-----|--|
| RENOUVELÉS | (1) Dont immobilisations financières à moins d'un an | 193 | | (4) Dont dettes à plus d'un an | 195 | |
| | (2) Dont créances à plus d'un an | 197 | | (5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice * | 182 | |
| | (3) Dont comptes courants d'associés débiteurs | 199 | | Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice * | 184 | |

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

JBCN

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRANTUS Informatique

| Formulaire obligatoire (article 302, septies A bis du Code Général des Impôts) | | Désignation de l'entreprise | | Madame NORMAND CLAUDE | | Néant | | * | | |
|--|---|---|-----|-----------------------|-----|------------------|---------|----------------------|---------|--|
| A - RÉSULTAT COMPTABLE | | | | Exercice N clos le | | 13 1 1 2 2 0 1 7 | | Exercice N-1 clos le | | |
| | | | | | | | | 13 1 1 2 2 0 1 6 | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * dont export et livraisons intracommunautaires | 209 | | 210 | | 3 519 | | 5 709 | | |
| | Production vendue | biens | 215 | | 214 | | | | | |
| | | services * | 217 | | 218 | | 100 919 | | 110 278 | |
| | Production stockée * (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production) | | | 222 | | | | | | |
| | Production immobilisée * | | | 224 | | | | | | |
| | Subventions d'exploitation reçues | | | 226 | | 587 | | 6 719 | | |
| | Autres produits | | | 230 | | 24 733 | | 7 901 | | |
| | Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I) | | | | 232 | | 129 759 | | 130 606 | |
| | CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises * (y compris droits de douane) | | | 234 | | 1 376 | | 2 633 | |
| | | Variation de stock (marchandises) * | | | 236 | | 146 | | (139) | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements * (y compris droits de douane) | | | | 238 | | 7 670 | | 7 993 | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnement) * | | | | 240 | | (33) | | 154 | | |
| Autres charges externes * : (dont crédit bail : mobilier - immobilier) | | | | 242 | | 27 975 | | 26 834 | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE *) | | 243 | 853 | 244 | | 3 481 | | 3 424 | | |
| Rémunérations du personnel * | | | | 250 | | 44 214 | | 43 065 | | |
| Charges sociales (cf. renvoi 380) | | | | 252 | | 22 293 | | 24 325 | | |
| Dotations aux amortissements * | | | | 254 | | 1 333 | | 1 135 | | |
| Dotations aux provisions | | | | 256 | | | | | | |
| Autres charges | dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * | 259 | | 262 | | 61 | | 17 | | |
| | dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles | 260 | | | | | | | | |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | | 264 | | 108 515 | | 109 440 | | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | 270 | | 21 244 | | 21 166 | | |
| PRODUITS ET CHARGES DIVERS | Produits financiers | | | 280 | | | | | | |
| | Produits exceptionnels | | | 290 | | | | | | |
| | Charges financières | | | 294 | | 527 | | 463 | | |
| | Charges exceptionnelles | dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art 217 octies) | 347 | | 300 | | | | | |
| | | dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D) | 348 | | | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices * | | | 306 | | | | | | | |
| 2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I+III+IV) - Charges (II+V+VI+VII) | | | | 310 | | 20 717 | | 20 703 | | |
| B - RÉSULTAT FISCAL | | Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2 | | 312 | | 20 717 | 314 | | | |
| Régularisations | Rémunérations et avantages personnels non déductibles * | | | 316 | | | | | | |
| | Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles | | | 318 | | | | | | |
| | Provisions non déductibles * | | | 322 | | | | | | |
| | Impôts et taxes non déductibles * (cf. page 7 de la notice 2033.not) | | | 324 | | | | | | |
| | Divers*, dont intérêts excédentaires des optés-ctés d'associés | 247 | | 330 | | | | | | |
| | Fraction des loyers versés dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option | | | 249 | | 251 | | | | |
| | Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime | | | 998 | | | | | | |
| | Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime | | | 999 | | | | | | |
| | Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime | | | | | | | 997 | | |
| | Déductions | Entreprise nouvelles (44, septies) | 986 | | 987 | | | | | |
| Reprise d'entreprises en difficulté (44, septies) | | 981 | | 989 | | | | | | |
| Divers ZFA (44, quaterdecies) | | 345 | | 344 | | | | | | |
| "Déduction exceptionnelle (art 39 decies)" | | | 655 | | | | | | | |
| Zones de revitalisation rurales (44, quinquies) | | | 138 | | | | 342 | | | |
| Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44, quaterdecies) | | | 991 | | | | 990 | | | |
| Créance due au report en arrière du déficit | | | 346 | | | | | 350 | | |
| RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2 | | | | 352 | | 20 717 | | 354 | | |
| Déficits | Déficit de l'exercice reporté en arrière : (Entreprises I.S. seulement) | | | 356 | | | | | | |
| | Déficits antérieurs reportables : * | | | | | | | 360 | | |
| RÉSULTAT FISCAL APRES IMPUTATION DES DÉFICITS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2 | | | | 370 | | 20 717 | | 372 | | |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

JBC

Formulaire obligatoire (article 102 Septies
A bis du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise : Madame NORMAND CLAUDE

Néant *

| I | IMMOBILISATIONS | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | | Augmentations | | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | Réévaluation légale * |
|-------------------------------|--|---|----------------|---------------|--|-------------|--------------|---|----------------|--|
| | | ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | | | | Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice |
| Immobilisations incorporelles | Fonds commercial | 400 | 106 714 | 402 | | 404 | | 406 | 106 714 | 106 714 |
| | Autres | 410 | 749 | 412 | | 414 | 749 | 416 | | |
| Immobilisations corporelles | Terrains | 420 | | 422 | | 424 | | 426 | | |
| | Constructions | 430 | | 432 | | 434 | | 436 | | |
| | Installations techniques matériel et outillage industriels | 440 | 745 | 442 | | 444 | 745 | 446 | | |
| | Installations générales agencements divers | 450 | 6 389 | 452 | | 454 | | 456 | 6 389 | 6 389 |
| | Matériel de transport | 460 | | 462 | | 464 | | 466 | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 470 | 16 520 | 472 | | 474 | 501 | 476 | 16 019 | 16 019 |
| | Immobilisations financières | 480 | 2 000 | 482 | | 484 | | 486 | 2 000 | 2 000 |
| | TOTAL | 490 | 133 118 | 492 | | 494 | 1 995 | 496 | 131 122 | 131 122 |

| II | AMORTISSEMENTS | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | |
|-----------------------------|--|---|---------------|---|--------------|---|--------------|---|---------------|
| | | IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | Immobilisations incorporelles | 500 | 749 | 502 | | 504 | 749 | 506 | |
| | Terrains | 510 | | 512 | | 514 | | 516 | |
| | Constructions | 520 | | 522 | | 524 | | 526 | |
| | Installations techniques matériel et outillage industriels | 530 | 745 | 532 | | 534 | 745 | 536 | |
| | Installations générales, agencements, aménagements divers | 540 | 5 676 | 542 | 163 | 544 | | 546 | 5 839 |
| | Matériel de transport | 550 | | 552 | | 554 | | 556 | |
| | Autres immobilisations corporelles | 560 | 11 705 | 562 | 1 170 | 564 | 501 | 566 | 12 374 |
| | TOTAL | 570 | 18 876 | 572 | 1 333 | 574 | 1 995 | 576 | 18 213 |

| III | PLUS-VALUES, MOINS-VALUES | (19%, 15% et 0% pour les entreprises à l'IS, 16% pour les entreprises à l'IR) (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) | | | | |
|--|---------------------------|--|-------------------|--------------------|-------------------|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle. | | CONFORAMA PORTABLE | CLIM MOBILE KELON | CIEL LOGICIEL CAIS | C DISCOUNT : CIEL | |
| | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | |

| Immobilisations | Valeur d'actif * | | Amortissements * | | Valeur résiduelle | | Prix de cession * | | Plus ou moins-values | | |
|-----------------|--|--------------|------------------|--------------|-------------------|------------|-------------------|------------|----------------------|------------|------------|
| | ① | ② | ③ | ④ | ⑤ | Long terme | | | | | |
| | | | | | | 19 % ⑥ | 15 % ou 16 % ⑦ | 0 % ⑧ | | | |
| 1 | 501 | 501 | | | | | | | | | |
| 2 | 745 | 745 | | | | | | | | | |
| 3 | 519 | 519 | | | | | | | | | |
| 4 | 230 | 230 | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 578 | 1 995 | 580 | 1 995 | 582 | 584 | 586 | 581 | 587 | 589 | |
| | Plus-values taxables à 19 % (1) | | 579 | | Régularisations | | 590 | 583 | 594 | 595 | |
| | Résultat net de la concession et de la sous-concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art 39 terdecies) | | | | | | | | 591 | | |
| | TOTAL | | | | | | | 596 | 585 | 597 | 599 |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT.

(1) Les plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210 E et 208 C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.

cn
JB

4

RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES - CRÉDITS D'IMPÔTS

Formulaire obligatoire (article 302 Septies
A bis du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise :

Madame NORMAND CLAUDE

Néant *

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

| A | | Montant au début de l'exercice | | AUGMENTATIONS : dotations de l'exercice | | DIMINUTIONS : reprises de l'exercice | | Montant à la fin de l'exercice | |
|------------------------------------|--|--------------------------------|--|---|--|--------------------------------------|--|--------------------------------|--|
| Provisions réglementées | Amortissements dérogatoires | 600 | | 602 | | 604 | | 606 | |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | 601 | | 603 | | 605 | | 607 | |
| | Autres provisions réglementées | 610 | | 612 | | 614 | | 616 | |
| Provisions pour risques et charges | | 620 | | 622 | | 624 | | 626 | |
| Provisions pour dépréciation | Sur immobilisations | 630 | | 632 | | 634 | | 636 | |
| | Sur stocks et en cours | 640 | | 642 | | 644 | | 646 | |
| | Sur clients et comptes rattachés | 650 | | 652 | | 654 | | 656 | |
| | Autres provisions pour dépréciation | 660 | | 662 | | 664 | | 666 | |
| TOTAL | | 680 | | 682 | | 684 | | 686 | |

| B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | |
|--|-----------|----------|
| | Dotations | Reprises |
| Immob. incorporelles | 700 | 705 |
| Terrains | 710 | 715 |
| Constructions | 720 | 725 |
| Inst. techniques matériel et outillage | 730 | 735 |
| Inst. générales agenc. am. divers | 740 | 745 |
| Matériel de transport | 750 | 755 |
| Autres immobilisations corporelles | 760 | 765 |
| TOTAL | 770 | 775 |

| C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES A PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPOT (Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle) | | |
|--|--|-----|
| 1 | Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes | |
| 2 | | |
| 3 | | |
| 4 | | |
| 5 | | |
| 6 | | |
| 7 | | |
| Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033 B | | 780 |

| II DÉFICITS REPORTABLES | |
|--|-----|
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1) | 982 |
| Déficits imputés | 983 |
| Déficits reportables | 984 |
| Déficits de l'exercice | 860 |
| Total des déficits restant à reporter | 870 |

| III DÉFICITS PROVENANTS DE L'APPLICATION DU 209C | |
|--|------------------------------|
| Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI | 995 |
| Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (art. 209C du CGI) | 996 |
| IV DISTRIBUTIONS SOUMISES L'ARTICLE 235 TER ZCA | |
| Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 ter ZCA au titre de l'exercice | 129 |
| V ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (n. L3113-1 et L3211-1 du Code des Transports) | 800 <input type="checkbox"/> |

| VI DIVERS | |
|---|-----------------|
| Primes et cotisations complémentaires facultatives | 381 5 323 |
| Cotisations personnelles obligatoire de l'exploitant * | 380 8 472 |
| N° du centre de gestion agréé | 388 1 0 1 4 7 0 |
| Montant de la TVA collectée | 374 20 888 |
| Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations) | 378 6 292 |
| Montant des prélèvements personnels de l'exploitant | 399 |
| Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice | 398 |
| Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI | 397 |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

(1) Cette case correspond au montant porté lignes 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.
* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

JB CN

**CONTRIBUTION ÉCONOMIQUE TERRITORIALE :
DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE ET EFFECTIFS**

Formulaire obligatoire (art. 53 A
du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise : Madame NORMAND CLAUDE

Néant *

Exercice ouvert le : 01012017

et clos le : 31122017

Durée en nombre de mois 12

I - Production de l'entreprise

| | | |
|--|------------|--|
| Ventes de marchandises | 108 | |
| Production vendue - Biens | 109 | |
| Production vendue - Services | 141 | |
| Production stockée | 111 | |
| Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation | 143 | |
| Subventions d'exploitation reçues | 113 | |
| Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opération faites en commun | 115 | |
| Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée | 116 | |
| Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés | 118 | |
| Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante | 119 | |
| Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation | 153 | |
| TOTAL 1 | 144 | |

II - Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)

| | | |
|---|------------|--|
| Achats de marchandises (droits de douanes compris) | 121 | |
| Variation de stock (marchandises) | 122 | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris) | 123 | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | 145 | |
| Autres achats et charges externes à l'exception des loyers et redevances | 125 | |
| Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois | 146 | |
| Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée | 128 | |
| Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun | 148 | |
| Moins-values de cession d'éléments d'immobilisation corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante | 150 | |
| Taxes sur le C.A autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I.P.P. | 133 | |
| Fraction des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois | 135 | |
| TOTAL 2 | 152 | |

III - Valeur ajoutée produite

| | | |
|---|-----|--|
| Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2 | 137 | |
|---|-----|--|

IV - Cotisation sur la Valeur ajoutée des Entreprises

| | | |
|---|-----|--|
| Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires nos 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires 1329-AC-SD et 1329-DEF) | 117 | |
|---|-----|--|

Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono-établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330-CVAE-SD), compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330-CVAE-SD.

| | | | |
|---------------------------------------|-----|---------|----|
| Mono-établissement au sens de la CVAE | 020 | | |
| Chiffre d'affaires de référence CVAE | 022 | 104 439 | |
| Période de référence | du | 024 | au |
| Date de cessation | 186 | | |

V - Cotisation Foncière des Entreprises : qualification des effectifs

| | | |
|--|-----|---|
| Effectifs moyens du personnel * : | 376 | 2 |
| dont apprentis | 657 | |
| dont handicapés | 651 | |
| Effectifs affectés à l'activité artisanale | 861 | |

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 146, 148 et 133 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143 et portées en ligne 128.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT.

JB CN

900099

Madame NORMAND CLAUDE
228 Boulevard de la République

ANNEXE 4

BULLETIN DE SALAIRE

33510 ANDERNOS LES BAINS

Période : Décembre 2017

Paiement le : 31/12/17

Siret : 49436844200013 Code NAF: 9602A

Du : 01/12/2017

Au : 31/12/2017

Urssaf: 72700000603927142 BORDEAUX

CP N-1 CP N
Acquis : 42.50 / 17.50 /
Total pris : 12.00 / 0.00 /
Solde : 30.50 / 17.50 /

MLE DUMORA Nadège
32 LE CLOS DU PRE
LIEU DIT LE GRAOUEY
33950 LEGE CAP FERRET

Matricule : 1 NoSécu.: 282023301101513

Entré(e) le : 01/01/2007

Emploi : Coiffeuse

Ancienneté : 24/10/2000

Qualif: Niveau I Echelon 3

Classif:

Coeff:

SMIC horaire : 9.76

Plafond Sécu : 2895.26

| Rubriques | Base | Taux salarial | Montant salarial | Taux patronal | Cot. Patronales |
|--------------------------------------|---------|---------------|------------------|---------------|-----------------|
| SALAIRE DE BASE | 134.33 | 10.0090 | 1344.51 | | |
| Heures complémentaires 12 % | 3.10 | 11.2101 | 34.75 | | |
| BP41 Heures complémentaires 25 % | 0.90 | 12.5113 | 11.26 | | |
| Heures supplémentaires 25 % | 3.00 | 12.5113 | 37.53 | | |
| BPEX Prime Exceptionnelle Dimanche | 59.44 | | 59.44 | | |
| B001 Commissions | 330.00 | 10.0000 | 33.00 | | |
| BPV0 Prime ancienneté | 100.00 | 81.9000 | 81.90 | | |
| SALAIRE BRUT | | | 1602.39 | | |
| EQ01 URSSAF MALADIE-MATERN.-INVAL. | 1602.39 | 0.7500 | 12.02 | 12.8900 | 206.55 |
| EQ16 CONTRIB. SOLIDARITE AUTONOMIE | 1602.39 | | | 0.3000 | 4.81 |
| EQ03 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL | 1602.39 | | | 2.0000 | 32.05 |
| EQ20 AF Taux réduit | 1602.39 | | | 3.4500 | 55.28 |
| EQ05 URSSAF ASS. VIEILLESSE PLAF | 1602.39 | 6.9000 | 110.86 | 8.5500 | 137.00 |
| EQ06 URSSAF ASS. VIEILLESSE DEPLAF | 1602.39 | 0.4000 | 6.41 | 1.9000 | 30.45 |
| EQ07 FNAL | 1602.39 | | | 0.1000 | 1.60 |
| EQ5N CONTRIB. DIALOGUE SOCIAL | 1602.39 | | | 0.0160 | 0.26 |
| EQ07 REDUCTION FILLON | 283.07 | | | -100.0000 | -283.07 |
| EQ12 ASSURANCE CHIMNIE TR A | 1602.39 | 2.4000 | 38.46 | 4.0500 | 64.90 |
| EQ19 FONDS DE GARANTIE (AGS) | 1602.39 | | | 0.1500 | 2.40 |
| EQ20 RET NC OBLIG TR 1 | 1602.39 | 3.4900 | 55.92 | 4.2600 | 68.26 |
| EQR1 RETRAITE - AGFF NC TR 1 | 1602.39 | 0.8000 | 12.82 | 1.2000 | 19.23 |
| EQRG COIF-PREVOYANCE NC OBLI TR 1 | 1602.39 | 0.2000 | 3.20 | 0.2000 | 3.20 |
| EQRH COIF-PREVOYANCE FRAIS SANTE | 3269.00 | 0.5256 | 17.18 | 0.7884 | 25.77 |
| EQ28 TAXE APPRENTISSAGE | 1602.39 | | | 0.5000 | 8.01 |
| EQ74 CONTRI° DEVELOPPT APPRENTISSAGE | 1602.39 | | | 0.1800 | 2.88 |
| EQ29 PARTICIPAT° FORMAT° ENTREP< 11 | 1602.39 | | | 0.6500 | 10.42 |
| EW27 CSG REDUCTIBLE | 1603.32 | 5.1000 | 81.77 | | |
| EW10 PENIBILITE-COTISATION DE BASE | 1602.39 | | | 0.0100 | 0.16 |
| EWZB REDUCT HEURES SUPPL. P.P.<= 20 | 3.00 | | | -1.5000 | -4.50 |
| TOTAL DES RETENUES | | | 338.34 | | 385.66 |
| Cotis. Retraite/Prév./F.santé | | | | 25.77 | |
| NET IMPOSABLE | | | | 1289.82 | |
| Cotis. Retraite/Prév./F.santé | | | 25.77 | | |
| SW01 URSSAF CSG NON REDUCTIBLE | 1603.32 | 2.4000 | 38.48 | | |
| SW02 URSSAF CRDS | 1603.32 | 0.5000 | 8.02 | | |
| NET A PAYER | | | | 1217.55 | |

| | | | | | | |
|------------------|---------|-----------------|----------|------------|----------------------|---------|
| Heures période | 141.33 | Cumul bases | 15604.72 | Paiement | Total cot.patronales | 385.66 |
| Cumul heures | 1432.13 | Cumul bruts | 15604.72 | par Chèque | Total des retenues | 770.50 |
| Cumul h.sup | 3.00 | Cumul imposable | 12577.20 | | Coût global période | 1988.05 |
| Solde rep.remp. | | Cum H.Majorées | 0.00 | | | |
| Solde rep.récup. | | | | | | |

Coiffure

NET A PAYER

1217.55 Euros

A défaut de Convention Collective : Code du travail - Durée des congés payés : art.L.3141-3,6,7,11,12 - Durée prévus : art.L.1237-1 et L.1234-1
Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin de paie sans limitation de durée.

CN
JB

900099

Madame NORMAND CLAUDE
228 Boulevard de la République

BULLETIN DE SALAIRE

33510 ANDERNOS LES BAINS

Période : Décembre 2017

Paiement le : 31/12/17

Siret : 49436844200013 Code NAF: 9602A

Du : 01/12/2017

Au : 31/12/2017

Urssaf: 727000000603927142 BORDEAUX

| | CP N-1 | CP N |
|--------------|---------|---------|
| Acquis : | 15.00 / | 17.50 / |
| Total pris : | 0.00 / | 0.00 / |
| Solde : | 15.00 / | 17.50 / |

MME SEGUIN Marjorie
1 Rue de Thiers
Rés. Jardins de Thiers - Apt 116
33980 AUDENGE

Matricule : 14 NoSécu.: 284043301101346

Entré(e) le : 08/12/2016

Emploi : Coiffeuse

Ancienneté : 08/12/2016

Qualif.:

Classif.:

Coeff.:

SMIC horaire : 9.76

Plafond Sécu : 3269.00

| Rubriques | Base | Taux salarial | Montant salarial | Taux patronal | Cot. Patronales |
|-------------------------------------|---------|---------------|------------------|---------------|-----------------|
| SALAIRE DE BASE | 151.67 | 9.9690 | 1512.00 | | |
| Heures supplémentaires 25 | 7.00 | 12.4613 | 87.23 | | |
| BPEX Prime Exceptionnelle Dimanche | 63.00 | | 63.00 | | |
| B001 Commissions | 399.60 | 10.0000 | 39.96 | | |
| SALAIRE BRUT | | | 1702.19 | | |
| E001 URSSAF MALADIE-MATERN.-INVAL. | 1702.19 | 0.7500 | 12.77 | 12.8900 | 219.41 |
| E016 CONTRIB. SOLIDARITE AUTONOME | 1702.19 | | | 0.3000 | 5.11 |
| E003 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL | 1702.19 | | | 2.0000 | 34.04 |
| E020 AF Taux réduit | 1702.19 | | | 3.4500 | 58.73 |
| E005 URSSAF ASS. VIEILLESSE PLAF | 1702.19 | 6.9000 | 117.45 | 8.5500 | 145.54 |
| E006 URSSAF ASS. VIEILLESSE DEPLAF | 1702.19 | 0.4000 | 6.81 | 1.9000 | 32.34 |
| E007 FRAL | 1702.19 | | | 0.1000 | 1.70 |
| E05N CONTRIB. DIALOGUE SOCIAL | 1702.19 | | | 0.0160 | 0.27 |
| E057 REDUCTION FILLON | 363.09 | | | -100.0000 | -353.09 |
| E012 ASSURANCE CHIMNIE TR A | 1702.19 | 2.4000 | 40.85 | 4.0500 | 68.94 |
| E019 FONDS DE GARANTIE (ASS) | 1702.19 | | | 0.1500 | 2.55 |
| E020 RET NC OBLIG TR 1 | 1702.19 | 3.4900 | 59.41 | 4.2600 | 72.51 |
| E0R1 RETRAITE - AGFF NC TR 1 | 1702.19 | 0.8000 | 13.62 | 1.2000 | 20.43 |
| E0RG COIF-PREVOYANCE NC OBLI TR 1 | 1702.19 | 0.2000 | 3.40 | 0.2000 | 3.40 |
| E0RH COIF-PREVOYANCE FRAIS SANTE | 3269.00 | 0.5256 | 17.18 | 0.7884 | 25.77 |
| E028 TAXE APPRENTISSAGE | 1702.19 | | | 0.5000 | 8.51 |
| E074 CONTRI DEVELOPPT APPRENTISSAGE | 1702.19 | | | 0.1800 | 3.06 |
| E029 PARTICIPAT FURNAT ENTREP< 11 | 1702.19 | | | 0.6500 | 11.06 |
| EW27 CSG DEDUCTIBLE | 1701.57 | 5.1000 | 86.78 | | |
| EW10 PENIBILITE-COTISATION DE BASE | 1702.19 | | | 0.0100 | 0.17 |
| EW25 REDUCT HEURES SUPPL. P.P.<= 20 | 7.00 | | | -1.5000 | -10.50 |
| TOTAL DES RETENUES | | | 358.27 | | 339.95 |
| Cotis. Retraite/Prév./F.santé | | | | 25.77 | |
| NET IMPOSABLE | | | | | 1359.69 |
| Cotis. Retraite/Prév./F.santé | | | | 25.77 | |
| SW01 URSSAF CSG NON DEDUCTIBLE | 1701.57 | 2.4000 | 40.84 | | |
| SW02 URSSAF CRDS | 1701.57 | 0.5000 | 8.51 | | |
| NET A PAYER | | | | | 1294.57 |

| | | | | | | |
|------------------|---------|-----------------|----------|------------|----------------------|---------|
| Heures période | 158.67 | Cumul bases | 15766.19 | Paiement | Total cot.patronales | 339.95 |
| Cumul heures | 1571.17 | Cumul bruts | 15766.19 | par Chèque | Total des retenues | 747.57 |
| Cumul h.sup | 7.00 | Cumul imposable | 12706.34 | | Coût global période | 2042.14 |
| Solde rep.remp. | | Cum H.Majorées | 0.00 | | | |
| Solde rep.récup. | | | | | | |

Coiffure

NET A PAYER**1294.57 Euros**

A défaut de Convention Collective : Code du travail - Durée des congés payés : art.L.3141-3,6, 11,12 - Durée prévus : art.L.1217-1 et L.1234-1
Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin de paie sans limitation de durée.

JB
CN

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE TEMPS COMPLET

ANNEXE 5

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Salon de Coiffure Nicole GUEYRAUD - BEAUTE 2000 DIFFUSION
Siège social : 228 bd de la République - 33510 ANDERNOS LES BAINS
N° SIRET : 468112115 00034 - Code APE 930D
D'une part,

Mademoiselle Nadège DUMORA
Numéro SS : 2 82 02 33 011 015/ 13
Demeurant : Lieu-dit Lubec - 33980 AUDENGE
D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Engagement:

A l'issue de son contrat de qualification, le salon Nicole GUEYRAUD - BEAUTE 2000 DIFFUSION engage Mademoiselle Nadège DUMORA en qualité de coiffeuse, coefficient 100 à compter du 1^{er} octobre 2003.

Article 2 : Durée du contrat :

Le présent contrat prend effet le 1^{er} octobre 2003, pour une durée indéterminée.
Il n'y aura pas de période d'essai.

Article 3 : Fonctions :

Mademoiselle Nadège DUMORA exercera la fonction de coiffeuse au sein de l'établissement situé 228 bd de la république à ANDERNOS (5 33510)

CV JB

Article 4: Rémunération :

Mademoiselle Nadège DUMORA percevra une rémunération brute mensuelle fixe de 1 090.51 €.

Cette rémunération sera assortie d'un pourcentage de 6% sur le chiffre d'affaire des ventes de produits effectué par Mademoiselle Nadège DUMORA

Article 5 : Durée du travail :

La durée hebdomadaire de travail de Mademoiselle DUMORA est de 35 heures, effectuées selon l'horaire en vigueur dans l'entreprise, soit :

- du mardi au vendredi : 9 h 00 - 12 h 30 / 13 h 30 - 17 h 00
- le samedi : 9 h 00 - 13 h 00 / 14 h 00 - 17 h 00

Article 6 : Absences :

Mademoiselle Nadège DUMORA est tenue de prévenir immédiatement Nicole GUEYRAUD - BEAUTE 2000 DIFFUSION de toute absence pour maladie ou accident. Elle devra fournir un certificat médical justifiant de son absence dans les 48 heures.

En cas de prolongation d'arrêt de travail, elle devra transmettre dans les mêmes délais le certificat médical justifiant cette prolongation.

Article 7 : Congés payés :

Mademoiselle DUMORA aura droit aux congés payés prévus par les articles L 223-1 et suivants du Code du Travail et par la convention collective applicable dans l'entreprise.

Article 8 : Discretion :

Mademoiselle DUMORA s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations, savoirs et techniques dont elle a ou aura connaissance à l'occasion de son travail dans l'entreprise.

Article 9 : Convention collective :

Le présent contrat est soumis aux dispositions de la convention collective de la Coiffure.

J B C M

Article 10: Avantages sociaux :

Mademoiselle DUMORA bénéficiera des lois sociales instituées en faveur des salariés notamment en matière de sécurité sociale et de retraite complémentaire.

Mademoiselle DUMORA relève de la catégorie non cadre et sera affiliée dès son entrée au sein de la société, à une caisse de retraite et de prévoyance suivante :

- IRPC - 88 rue de la Roquette - 75541 PARIS CEDEX 11

ainsi qu'à la caisse mutuelle suivante :

- Mutuelle OCIANE - 8 terrasse Front du Médoc - 33054 BORDEAUX Cedex

Article 11 : Rupture du contrat de travail :

Mademoiselle DUMORA et Nicole GUEYRAUD - BEAUTE 2000 DIFFUSION peuvent l'un et l'autre rompre à tout moment le contrat de travail en respectant les dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

Le délai de préavis dû par Nicole GUEYRAUD - BEAUTE 2000 DIFFUSION ou par Mademoiselle DUMORA en cas de rupture du contrat de travail est fixé par les articles L122-5 et L122-6 du Code du Travail ainsi que par la convention collective applicable dans l'entreprise.

Article 12 : Egalité de traitement :

Le salon Nicole GUEYRAUD - BEAUTE 2000 DIFFUSION garantit à Mademoiselle DUMORA un traitement équivalent aux autres salariés de même qualification professionnelle et de même ancienneté en ce qui concerne les possibilités de promotion, de déroulement de carrière et d'accès à la formation professionnelle. A sa demande, Mademoiselle DUMORA pourra être reçue par un membre de la direction afin d'examiner les problèmes qui pourraient se poser dans l'application de cette égalité de traitement.

Fait à Andernos
En trois exemplaires
Le 1^{er} octobre 2003

Madame GUEYRAUD

Nadège DUMORA*
*Signatures précédées de la mention manuscrite «lu et approuvé»

*Lu et approuvé
Gueyraud*

*JB
CN*

AVENANT 3 - CONTRAT DE TRAVAIL
CONGES PARENTAL A TEMPS PARTIEL

Entre les soussignés.

NORMAND CLAUDE

Dont le siège social est sis 228 Boulevard de la République

33510 ANDERNOS LES BAINS

Immatriculée sous le numéro SIRET : 494 368 442 00013

Ayant pour code APE : 9602A

Agissant par l'intermédiaire de son représentant légal, Madame NORMAND CLAUDE, Employeur.

Dont les cotisations de sécurité sociale sont versées sous le numéro 727000000603927142 à
L'URSSAF d'AQUITAINE située au 3 rue Théodore Blanc – 33520 BRUGES

Ci après dénommée : « l'Employeur » d'une part

Et

Madame DUMORA Nadège

Nationalité : Française,

Numéro national d'identification : 2 82 02 33 011 015 13

Demeurant 32 Le Clos du Pré – Lieu Dit Le Graoucy – 33950 LEGE CAP FERRET

Ci après dénommée : « la salariée » d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

DUREE DU TRAVAIL - MODIFICATION

A compter du Jeudi 29 Juin 2017, Madame DUMORA Nadège travaillera 31h par semaine réparties de la façon suivante :

- Mardi : 9h00 à 12h00 – 14h00 à 18h30
- Jeudi : 9h00 à 12h00 – 14h00 à 18h30
- Vendredi : 9h00 à 18h30, incluant une pause déjeuner de 1h00
- Samedi : 9h00 à 17h30, incluant une pause déjeuner de 1h00

Conformément aux dispositions de l'article L. 3123-17 et L. 3123-18 du code du travail, nous nous réservons la possibilité de vous faire effectuer des heures complémentaires dans la limite légale ou conventionnelle.

CW JB

Il est par ailleurs bien entendu que la répartition de l'horaire hebdomadaire, ainsi que les horaires journaliers, tiendront compte des nécessités du service et pourront être modifiés en conséquence.

De telles modifications vous seraient notifiées, sauf circonstances exceptionnelles, au moins 7 jours avant leur date d'effet.

Les autres dispositions de votre contrat de travail initial ainsi que de les avenant n°1 et n°2 demeureront inchangées.

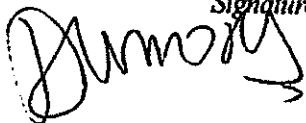
Fait à ANDERNOS LES BAINS
Le 12 juin 2017
En deux exemplaires

La salariée

Madame DUMORA Nadège
Claude

L'employeur

Madame NORMAND



Signatures précédées de la mention manuscrite «Lu et approuvé».

JB CW

**CONTRAT DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL ET A DUREE DETERMINEE POUR
ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE**

Entre les soussignés :

NORMAND CLAUDE
Représentée par Madame Claude NORMAND
228 boulevard de la République – 33510 ANDERNOS LES BAINS

SIRET : 494 368 442 00013 – APE : 9602 A

Dont les cotisations de sécurité sociale sont versées à l'URSSAF d'Aquitaine, sous le numéro 72700000603927142 située au 3 Rue Théodore Blanc – 33084 BORDEAUX CEDEX.

D'une part,

Et :

Madame Marjorie SEGUIN
Née le 02/04/1984 à ARES (33)
N° S.S : 2 84 04 33 011 013 46
Domiciliée : Résidence Les Jardins de Thiers – Apt n° 116 – 1 Rue Thiers – 33980 AUDENGE
Nationalité : Française
N° DPAE : HAYBV

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – ENGAGEMENT

Madame NORMAND Claude engage Madame Marjorie SEGUIN qui accepte un contrat à durée déterminée à temps partiel en qualité de Coiffeuse – Niveau 1 – Echelon 2, à compter du Jeudi 8 Décembre 2016 à 9h00, sous réserve des résultats de la visite médicale d'embauche.

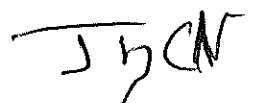
Ces fonctions seront exercées au siège social situé au 228 boulevard de la République – 33510 ANDERNOS LES BAINS.

La déclaration préalable à l'embauche a été effectuée à l'URSSAF d'AQUITAINE, 3 rue Théodore Blanc, 33520 BRUGES.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, Madame Marjorie SEGUIN a un droit d'accès et de rectification aux informations portées sur ce document

ARTICLE 2 – PERIODE ESSAI

Le présent contrat est établi pour une durée déterminée de 59 jours qui débute le Jeudi 8 Décembre 2016 et prendra automatiquement fin le Samedi 4 Février 2017 sans aucune formalité.



Toutefois, si besoin est, il pourra être renouvelé deux fois au-delà de ce terme par accord entre les parties.

Le contrat ne deviendra définitif qu'à l'issue d'une période d'essai de 9 jours qui débutera le Jeudi 8 Décembre 2016 et qui prendra fin le Vendredi 16 Décembre 2016 au soir.

Au cours de cette période, le contrat pourra être rompu par l'une ou l'autre partie, à tout moment, sous réserve du respect du délai de prévenance prévu aux articles L 1221-25 ou L 1221-26 du Code du Travail.

Toutefois, toute suspension qui se produirait pendant la période d'essai (maladie, congés...) prolongerait d'autant la durée de cette période, qui doit correspondre à un travail effectif.

Cette période d'essai pourra faire l'objet d'un renouvellement dans les conditions prévues à l'article L 1221-21 du Code du Travail et de la Convention collective nationale de la Coiffure.

ARTICLE 3 – REMUNERATION

Madame Marjorie SEGUIN recevra une rémunération horaire brute de 9.817 euros.

Madame Marjorie SEGUIN bénéficiera en outre d'une commission de dix pour cent (10%) sur le chiffre d'affaires qu'elle aura personnalisé sur les ventes mensuelles de produits. Cette commission sera réglée sur la base des factures Hors Taxes.

Il est impératif et obligatoire pour la bonne réalisation de cet objectif, que Madame Marjorie SEGUIN fasse systématiquement la promotion des produits à chaque cliente dont elle aura la charge.

ARTICLE 4 – DUREE DU TRAVAIL

Madame Marjorie SEGUIN effectuera 23h30 heures de travail hebdomadaire pour la durée de son contrat de travail, réparties de la manière suivante :

- Jeudi : 9h00 à 12h00 / 14h00 à 18h30
- Vendredi : 9h00 à 18h30 dont 1h00 de pause
- Samedi : 9h00 à 17h30 dont 1h00 de pause

La répartition de la durée du travail telle que fixée au présent contrat pourra être modifiée. Cette modification sera notifiée à Madame Marjorie SEGUIN au moins 7 jours avant son entrée en vigueur.

A la demande de l'employeur, Madame Marjorie SEGUIN, pourra être amenée à effectuer des heures complémentaires à la durée de travail fixée ci-dessus dans la limite des dispositions légales et conventionnelles.

ARTICLE 5 – EGALITE DE TRAITEMENT

Madame Marjorie SEGUIN bénéficiera de tous les droits et avantages reconnus aux salariés à temps plein travaillant dans la société, résultant de la Convention collective Nationale de la Coiffure et des professions connexes.

JB CV

La société garantit à Madame Marjorie SEGUIN un traitement équivalent aux autres salariés de même qualification professionnelle et de même ancienneté, en ce qui concerne les possibilités de promotion, de déroulement de carrière et d'accès à la formation professionnelle.

A sa demande Madame Marjorie SEGUIN pourra être reçue par un membre de la direction afin d'examiner les problèmes qui pourraient se poser dans l'application de cette égalité de traitement.

ARTICLE 6 – PRIORITE D'ACCES AU TEMPS PLEIN

Madame Marjorie SEGUIN bénéficie d'une priorité d'affectation aux emplois à temps complet ressortissant de sa qualification professionnelle qui seraient créés ou qui deviendraient vacants.

La liste de ces emplois lui sera communiquée préalablement à leur attribution à d'autres salariés. Au cas où Madame Marjorie SEGUIN ferait acte de candidature à un tel emploi, sa demande sera examinée et une réponse motivée lui sera faite dans le délai maximal de huit jours suivant sa demande.

ARTICLE 7 – CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE

Le présent contrat est soumis aux dispositions de la Convention collective de la Coiffure et des professions connexes (IDCC n°2596 / Brochure n°3159).

ARTICLE 8 – ABSENCES

Madame Marjorie SEGUIN est tenue de prévenir immédiatement Madame NORMAND Claude de toute absence pour maladie ou accident. Elle devra fournir un certificat médical justifiant son absence dans les 48 heures.

En cas de prolongation d'arrêt de travail Madame Marjorie SEGUIN devra transmettre dans les meilleurs délais le certificat médical justifiant cette prolongation.

ARTICLE 9 – CONGES PAYES

Madame Marjorie SEGUIN aura droit aux congés payés prévus par les articles L 3141-1 et suivants du Code du Travail et par la Convention collective applicable dans l'entreprise.

ARTICLE 10 – AVANTAGES SOCIAUX

Madame Marjorie SEGUIN bénéficiera des lois sociales instituées en faveur des salariées notamment en matière de sécurité sociale et en ce qui concerne le régime de retraite complémentaire, prévoyance complémentaire et mutuelle.

Madame Marjorie SEGUIN relève de la catégorie Personnel non Cadre et sera affiliée dès son entrée au sein de l'entreprise à la :

- Caisse de retraite et de prévoyance : Groupe AG2R La Mondiale – 37 Boulevard Brune – 75014 PARIS

J B en

- Mutuelle OCIANE Frais de santé – 8 Terrasse front du Médoc – 33054 BORDEAUX Cedex – Cotisation 1.38 % du PMSS (répartition 40% à la charge du salarié et 60% à la charge de l'employeur).

ARTICLE 11 – RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Madame Marjorie SEGUIN et Madame NORMAND Claude peuvent l'un et l'autre rompre à tout moment le Contrat de travail en respectant les dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

Le délai de préavis dû par Madame NORMAND Claude ou par Madame Marjorie SEGUIN en cas de rupture du Contrat de travail est fixé par les articles L 1237-1 et L 1234-1 du Code du Travail ainsi que par la Convention collective nationale applicable dans l'entreprise en fonction de l'ancienneté que Madame Marjorie SEGUIN aura acquise au moment de son départ.

ARTICLE 12 – INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT

A l'échéance du contrat Madame Marjorie SEGUIN aura droit à une indemnité de fin de contrat sauf en cas de poursuite de la relation contractuelle sous la forme d'un contrat à durée indéterminée à l'issue du contrat à durée déterminée.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES

Outre les obligations classiques découlant de l'exécution de bonne foi de son contrat de travail, Madame Marjorie SEGUIN s'engage par ailleurs :

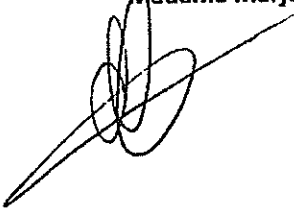
- A observer le règlement intérieur ainsi que « les règles de travail et d'organisation » propres à l'enseigne « BEAUTE 2000 » ainsi que toutes les consignes et instructions particulières de travail qui lui seront données.
- A faire preuve de courtoisie, d'amabilité et de réserve dans tous ses rapports avec la clientèle. Il est par ailleurs précisé que si Madame Marjorie SEGUIN entretenait une quelconque relation d'affaire ou d'argent avec les clientes pour son propre compte, ce fait serait jugé comme étant une faute grave justifiant d'une part, un licenciement immédiat sans indemnités, et d'autre part un éventuel recours devant les Tribunaux en fonction du préjudice causé.
- De garder à l'égard des personnes étrangères au salon le secret sur toute information qui aurait pu être portée à sa connaissance du fait de sa collaboration au sein de l'entreprise.
- De s'habiller avec une tenue de travail adaptée lorsqu'elle est présente au salon. Pour le respect de l'image du salon « BEAUTE 2000 » et de sa clientèle Madame Marjorie SEGUIN s'engage à avoir une tenue impeccable, elle devra en toutes circonstances avoir une coiffure adéquate et soignée, correspondant à la qualité des prestations exécutées dans le salon.
- De remettre à chaque client, quel que soit le montant des prestations qui lui sont facturées, le ticket de caisse correspondant au règlement de celles-ci. Par ailleurs, M Madame Marjorie SEGUIN, sera directement responsable du bon encaissement de ses clients et toute erreur de caisse pourra entraîner des sanctions disciplinaires.

SJ CR

- De s'interdire d'emporter à titre personnel tout produit ou matériel appartenant au salon. Le non-respect de cette interdiction pourra entrainer des sanctions disciplinaires.

Fait à ANDERNOS LES BAINS
Le Jeudi 8 Décembre 2016
En deux exemplaires

La salariée
Madame Marjorie SEGUIN



L'employeur
Madame Claude NORMAND



SN CN

Déclaration Préalable
À l'Embauche
Accusé de Réception

URSSAF D AQUITAINE
3, RUE THEODORE BLANC
33520 BRUGES
Tél. : 3957
Fax. : 0811011533

NOM : SEGUIN
Prénom : MARJORIE
Référence dossier : HAYBV
SIRET : 49436844200013 APE/NAF : 9602A
Raison sociale : NORMAND CLAUDE ANNIE
Adresse de l'établissement : 228 BD DE LA REPUBLIQUE
33510 ANDERNOS LES BAINS

NORMAND CLAUDE ANNIE
228 BD DE LA REPUBLIQUE
33510 ANDERNOS LES BAINS

Nous avons pris bonne note de votre DPAA reçue le 06/12/2016 concernant SEGUIN MARJORIE enregistrée sous la référence dossier HAYBV. En procédant à cette DPAA, vous avez permis l'enregistrement des formalités dont la liste figure ci-dessous. Les informations communiquées seront transmises de manière automatique aux partenaires concernés. Pour toute information complémentaire, votre Urssaf reste à votre disposition.

Le Directeur

| FORMALITÉS ENREGISTRÉES | DATE | FORMALITÉS ENREGISTRÉES | DATE |
|--|---------------------|-------------------------|---------------------|
| Données en vue du pré-établissement de la DADS | 06/12/2016 09:56 | Médecine du travail | 06/12/2016 09:56 |

ATTESTATION DE DÉCLARATION PRÉALABLE À L'EMBAUCHE reçue le 06/12/2016

| SALARIÉ Réf. Dossier : HAYBV | | INFORMATION EMPLOYEUR | |
|--|-----------------|----------------------------|---|
| Date et heure d'embauche : 08/12/2016 09:00 | | APE/NAF : 9602A | |
| NOM | SEGUIN | SIRET | 49436844200013 |
| Prénom | MARJORIE | Raison sociale | NORMAND CLAUDE ANNIE |
| N° sécurité sociale | 284043301101346 | Adresse de l'établissement | 228 BD DE LA REPUBLIQUE 33510 ANDERNOS LES BAINS |
| Date de naissance | 02/04/1964 | | |
| Lieu de naissance | ARES | | |
| La loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous garantit un droit d'accès, de rectification des données vous concernant et vous permet de refuser, conformément à l'article 27, leur maintien dans le fichier au cas de motif légitime. Ce droit s'exerce auprès de l'Urssaf destinataire de la déclaration. | | | |

JBCW

**AVENANT 2 - CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE POUR
REMPLACEMENT D'UN SALARIE SANS TERME PRECIS**

Entre les soussignés :

NORMAND CLAUDE

Représentée par Madame Claude NORMAND

228 boulevard de la République – 33510 ANDERNOS LES BAINS

SIRET : 494 368 442 00013 – APE : 9602 A

Dont les cotisations de sécurité sociale sont versées à l'URSSAF d'Aquitaine, sous le numéro 72700000603927142 située au 3 Rue Théodore Blanc – 33084 BORDEAUX CEDEX.

D'une part,

Et :

Madame Marjorie SEGUIN

Née le 02/04/1984 à ARES (33)

N° S.S : 2 84 04 33 011 013 46

Domiciliée : Résidence Les Jardins de Thiers – Apt n° 116 – 1 Rue Thiers – 33980 AUDENGE

Nationalité : Française

N° DPAE : HAYBV

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Madame Marjorie SEGUIN a été engagée au service du salon de coiffure de Madame NORMAND Claude « Beauté 2000 Diffusion » par contrat à durée déterminée prenant effet le Jeudi 8 décembre 2016 et se terminant à la date de retour du salarié remplacé.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1er – Durée du contrat

Le contrat à durée déterminée pour remplacement d'un salarié absent conclu le Jeudi 8 décembre 2016 se poursuivra entre les parties pour une durée indéterminée.

L'engagement à durée indéterminée prendra effet le 1er Septembre 2017.

JB CN

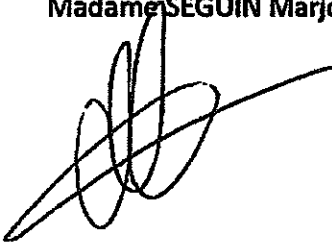
Les autres clauses du contrat initial et de ses avenants restent inchangées.

Fait en deux exemplaires à ANDERNOS, le 1^{er} Septembre 2017

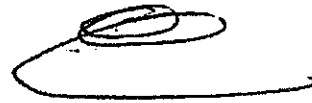
Dont un pour chacune des parties.

(Signature des parties précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

La salariée
Madame SEGUIN Marjorie



Pour la société
Madame NORMAND



JBCN

AVENANT 2 - CONTRAT DE TRAVAIL
CONGES PARENTAL A TEMPS PARTIEL

Entre les soussignés,

NORMAND CLAUDE

Dont le siège social est sis 228 Boulevard de la République
33510 ANDERNOS LES BAINS

Immatriculée sous le numéro SIRET : 494 368 442 00013

Ayant pour code APE : 9602A

Agissant par l'intermédiaire de son représentant légal, Madame NORMAND CLAUDE, Employeur,

Dont les cotisations de sécurité sociale sont versées sous le numéro 727000000603927142 à
l'URSSAF d'AQUITAINE située au 3 rue Théodore Blanc – 33520 BRUGES

Ci après dénommée : « l'Employeur » d'une part

Et

Madame DUMORA Nadège

Nationalité : Française,

Numéro national d'identification : 2 82 02 33 011 015 13

Demeurant 32 Le Clos du Pré – Lieu Dit Le Graouey – 33950 LEGE CAP FERRET

Ci après dénommée : « la salariée » d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

DUREE DU TRAVAIL - MODIFICATION

A compter du Mardi 2 Février 2016, Madame DUMORA Nadège travaillera 23h30 par semaine réparties de la façon suivante :

- o Mardi : 9h00 à 12h00 – 14h00 à 18h30
- o Vendredi : 9h00 à 18h30, incluant une pause déjeuner de 1h00
- o Samedi : 9h00 à 17h30, incluant une pause déjeuner de 1h00

Conformément aux dispositions de l'article L. 3123-17 et L. 3123-18 du code du travail, nous nous réservons la possibilité de vous faire effectuer des heures complémentaires dans la limite légale ou conventionnelle.

Il est par ailleurs bien entendu que la répartition de l'horaire hebdomadaire, ainsi que les horaires journaliers, tiendront compte des nécessités du service et pourront être modifiés en conséquence.

De telles modifications vous seraient notifiées, sauf circonstances exceptionnelles, au moins 7 jours avant leur date d'effet.

SB3 CW

Les autres dispositions de votre contrat de travail initial ainsi que de l'avenant n°1 demeureront inchangées.

Fait à ANDERNOS LES BAINS
Le 02 février 2016
En deux exemplaires

La salariée
Madame DUMORA Nadège

L'employeur
Madame NORMAND Claude

Signatures précédées de la mention manuscrite «Lu et approuvé».

JB CN

ANNEXE 6

Madame Nicole GUEYRAUD
16 avenue du Bois d'Ayguevives
33100 LE BOUSCAT

SELARL STRATEGIE IMMATERIELLE
Me Marie-Pierre CAZEAU
110-112 RUE SAINTE CATHERINE
33000 BORDEAUX

Au Bouscat, le 1^{er} février 2018

Objet : cession du fonds de Mme NORMAND / cession du bail rattaché

Pièce jointe : copie carte d'identité

Maître,

Je soussignée Mme Nicole GUEYRAUD, née TREBUCQ le 7 septembre 1942 à LE BOUSCAT (33100),
retraîtée :

- Déclare en ma qualité de Bailleur avoir été informée par Madame Claude NORMAND de la cession de son Fonds, et par la même de la cession du Bail rattaché, au profit de la société JLD ANDERNOS (Acquéreur du Fonds / Preneur au Bail) ;
- Déclare en ma qualité de Bailleur renoncer à intervenir tant au compromis de cession qu'à l'acte réitératif ;
- Déclare en ma qualité de Bailleur renoncer à la réitération en la forme authentique du contrat de bail, et accepter qu'une simple copie de l'acte me soit remise, ainsi qu'à mon notaire Maître TARDY-PLANECHAUD, dont l'office notarial se situe 14 RUE LAMOUREOUS - 33000 BORDEAUX.

Pour faire valoir ce que de droit

Veillez agréer, Maître, l'expression de mes respectueuses salutations.

Nicole GUEYRAUD



CW
JB

- + Pantouf. 6.
 + Refos. fuel - 6) 1500€
 + Miron 6
 + Sac deux. Ergourash 3000€
 + figo. 50€
 + machine a laver. 50€
 + micro onde + machine a cafe 50€
 + tablette tec - 2 50€
 + Rouleaux. permanente et tablette 30€
 + casque 2 100€
 + caisse 100€
 + Amazon 50€

Matériels 5000€

Fonds de
commerce 30000€

35000€ CN

53

Objet

Autorisation
d'aménagement intérieur

Le Bouscat le 28.02.18

ANNEXE 8

Monsieur

Suite à notre conversation téléphonique
je vous donne autorisation de l'aménagement
intérieur du salon de coiffure à votre
convenance

Je vous prie d'agréer, monsieur l'expression de
mes sentiments distingués

Eljournet

CN
JB